Département de l'information des Nations Unies

AfriqueRenouveau

Août 2014

www.un.org/africarenewal/fr

Le commerce en Afrique : une affaire inachevée

La devise chinoise pénètre le marché africain

Angola : au-delà du boom pétrolier

AU SOMMAIRE

Août 2014 | Vol. 28 No. 2

3 DOSSIER SPÉCIAL

COMMERCE

Echanges commerciaux entre partenaires inégaux

5 Commerce intra-africain : au-delà des promesses politiques
7 Interview de Arancha González
8 Les commerçantes africaines perdent au change
10 Le commerce en Afrique au temps des changements climatiques
12 Interview de Maged Abdelaziz

À LIRE ÉGALEMENT

14 La pénétration progressive du yuan sur les marchés africains
16 La paix au Sud-Soudan: clé de la stabilité régionale
18 Interview de Babacar Gaye
20 Les inégalités freinent la croissance de l'Angola
22 La biofortification offre un espoir contre la malnutrition en Afrique
24 Interview de Carlos Lopes
26 L'Afrique et le développement au prochain sommet sur le climat

RUBRIQUES

30 Afrique Numérique
31 Afrique Livres
31 Nominations

En couverture : Activités qui illustrent les différents aspects du commerce en Afrique. *Banque Mondiale*

Afrique Renouveau est publiée en anglais et en français par la Division de la communication stratégique du Département de l'information des Nations Unies. Toutefois son contenu ne reflète pas nécessairement les vues des Nations Unies ou des organisations soutenant la publication.

Les articles de cette publication peuvent être reproduits librement, à condition de mentionner l'auteur et la source, "ONU, Afrique Renouveau". Merci de nous en adresser une copie. Les photos protégées par un droit d'auteur ne peuvent être reproduites.

Une femme chef dans un restaurant au Libéria.
UNMIL/Christopher Herwig

AfriqueRenouveau

Rédacteur en chef
Masimba Tafirenyika

Rédaction
Kingsley Ighobor

Recherche & Liaison media
Pavithra Rao
Nirit Ben-Ari

Design & Production
Paddy D. Ilos II

Administration
Bo Li

Distribution
Atar Markman

Stagiaires
Ying Zhao-Hiemann
Florence Safa

Afrique Renouveau est publié au siège des Nations Unies à New York sur papier recyclé.

Prière d'adresser toute correspondance au :
Rédacteur, Afrique Renouveau
Bureau S-1032
Nations Unies, NY 10017-2513, E.-U.
Tél : (212) 963-6857, Fax : (212) 963-4556

E-mail : africarenewal@un.org

Abonnez-vous à Afrique Renouveau
Afrique Renouveau offre un abonnement gratuit à toute personne qui en fait la demande. Veuillez communiquer avec la Distribution en nous écrivant à notre adresse postale ou par courriel à l'adresse suivante : africarenewal@un.org. Pour les institutions, l'abonnement annuel s'élève à trente-cinq dollars, payables par mandat international ou chèque (en dollars des Etats-Unis) tiré sur une banque des Etats-Unies, et libellé à l'ordre des Nations Unies.

www.un.org/africarenewal/fr
facebook.com/afriquerenouveau
twitter.com/ONUAfrique

Confrontée aux défis de l'économie mondiale, l'Afrique est contrainte de faire des choix difficiles lors des négociations d'accords commerciaux avec ses principaux partenaires économiques, notamment l'UE et les Etats-Unis. Parallèlement, le commerce intra-africain réclame toujours des solutions.

Echanges commerciaux entre partenaires inégaux

L'Afrique et l'UE recherchent un accord jusque-là hors de portée

Par **Kingsley Ighobor**

En mars dernier à Bruxelles, 61 chefs de gouvernement et hauts responsables, africains et européens, se sont réunis. Après deux jours de délibérations, ils ont publié un accord de 63 points énonçant des platitudes telles que « Nous sommes fiers de l'étendue de notre partenariat » ou « Nous sommes convaincus que la croissance sera mutuellement bénéfique. »

De tous les sujets abordés – les combats en République centrafricaine, la démocratie, l'intégration régionale, l'immigration, l'aide au développement - c'est le fléchissement des relations commerciales entre l'Afrique et l'UE qui était le plus crucial. Le président sud-africain, Jacob Zuma, dont le pays est l'un des partenaires africains les plus importants de l'UE, n'a pas assisté au sommet, par solidarité avec le président zimbabwéen, Robert Mugabe, qui a refusé de se rendre en Belgique car sa femme n'a pas obtenu de visa. « Il faut cesser de nous considérer comme des sujets et nous dire qui doit ou ne doit pas venir », a-t-il déclaré. Son boycott a été l'un des incidents qui ont émaillé les négociations interminables.

Le Président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, a réitéré que l'UE préférait établir un partenariat avec les pays africains sur un pied d'égalité, mais selon Christoph Hasselbach, rédacteur de la Deutsche Welle, seule l'Afrique du Sud, l'économie la plus sophistiquée du continent, pourrait l'être.

Les négociations en vue d'un accord commercial ont débuté en 2000, après la signature par l'UE et 79 pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) de l'Accord de Cotonou sur le commerce, l'aide et les relations politiques, qui stipulait que des accords de partenariat économique (APE) devaient être signés au plus tard en 2008. Les APE exigent la réduction des tarifs douaniers sur les importations et les exportations, mais les parties divergent sur les modalités. Néanmoins, 14 pays dont l'île Maurice, Madagascar, les Seychelles et le Zimbabwe, ont accepté des APE intérimaires permettant aux pays d'exporter vers le marché européen en franchise de droits et facilitant les importations de l'UE sur 15 à 25 ans. L'île Maurice a accepté d'ouvrir son marché aux produits européens sur 15 ans. Pour protéger les industries locales, les signataires peuvent exclure des produits comme Madagascar qui a exclu les exportations européennes de viande, de tabac, de sucre et de produits chimiques.

Des participants à une réunion ministérielle en marge du Sommet UE-Afrique à Bruxelles.

Service européen pour l'action extérieure (SEAE)

Avec la Convention de Lomé de 1975, l'UE accordait des préférences commerciales « non réciproques » aux pays ACP pour l'exportation de matières premières agricoles et minérales en franchise de droits vers l'UE. Aujourd'hui, elle veut les remplacer par les APE « réciproques », de sorte que les pays ACP puissent ouvrir leurs marchés aux exportations de l'UE. Or l'Afrique n'est pas pressée de libéraliser ses marchés.

La pomme de discorde

« Les pays africains sont dans l'ensemble protectionnistes, donc la libéralisation bénéficierait à l'UE», écrit Paul Collier, directeur du Centre d'étude des économies

africaines à l'Université d'Oxford. L'Afrique n'adhère pas aux APE car elle craint que les entreprises européennes l'inondent de produits meilleur marché, provoquant ainsi la destruction des industries locales naissantes. L'abaissement des tarifs douaniers provoquerait la réduction des recettes publiques nécessaires pour investir entre autres dans l'agriculture, la santé et l'éducation.

James Asare-Adjei, le président de l'Association des industries du Ghana, affirme que le pays compte sur les recettes douanières pour financer son développement et qu'un APE pourrait faire perdre jusqu'à 300 millions de dollars par an. Aliyu Modibo Umar, un ancien Ministre du commerce nigérian, déclare : « Si 30 années de libre accès au marché de l'UE non réciproque n'ont pas amélioré la situation, comment un accord réciproque pourrait-il mieux faire? » Bingu wa Mutharika, le défunt président du Malawi, a qualifié les APE de « tactique égoïste promue par l'UE visant à diviser pour mieux régner.»

L'UE reconnaît que les APE vont créer plus d'emplois en Europe mais note que l'Afrique a tout à gagner d'une meilleure stabilité économique, des possibilités de formation, du transfert de connaissances, et d'exportations plus importantes. L'UE indique sur son site Internet que « pendant plus de 30 ans, les pays ACP ont bénéficié d'un accès préférentiel au marché européen qui n'a pas réussi à stimuler les économies locales ni la croissance.»

Mise en œuvre provisoire

L'UE promeut l'accord sur la facilitation des échanges (FE) de l'OMC, conclu l'an dernier à Bali, visant à réduire les coûts d'exploitation en minimisant les procédures nécessaires au transport de biens et de services entre pays. Cet accord émane du cycle de négociations de Doha en 2001 et exhorte les pays à adopter des procédures douanières efficaces. L'Afrique n'est pas convaincue de ses avantages supposés. Les ministres africains du commerce ont convenu d'une mise en œuvre provisoire selon une clause de l'accord de Bali. Mais l'UE est déterminée à engager un bras de fer pour une application intégrale.

Les négociateurs de l'UE qui étaient à Malabo au cours du sommet de juin de l'Union africaine (UA), ont accru la pression sur les dirigeants pour les amener à revoir leur position. Un responsable de l'UA a qualifié cette approche de « bras de fer sans précédent dans le cadre d'une rencontre des chefs d'État africains. » Irrités par ces pressions, le Nigéria, la plus grande économie d'Afrique, et l'île Maurice, l'une de ses économies les plus dynamiques, ont annoncé qu'ils pourraient revenir sur leur acceptation provisoire.

Mais l'Afrique pourrait ne pas tenir longtemps face aux menaces de l'UE de supprimer l'aide et celles des États-Unis de ne pas renouveler la Loi sur la croissance et les potentialités de l'Afrique (AGOA) qui doit expirer en 2015. Adoptée en 2000, elle stipule que l'Afrique peut exporter certains produits en franchise de droits aux États-Unis.

Des failles dans la position de l'Afrique

L'OMC milite pour la mise en œuvre totale de l'accord FE. Son Directeur général, Roberto Azevêdo, a averti qu'une mise en œuvre provisoire pourrait se traduire par une diminution de l'aide au développement. « Les décisions prises à Bali seraient compromises.» Angelos Pangratis, l'envoyé de l'UE à l'OMC, affirme que « La crédibilité de la fonction de négociation de cette organisation [OMC] est une fois de plus en cause. » Mais Nelson Ndirangu, directeur de l'économie et du commerce extérieur au ministère kényan des Affaires étrangères, s'étonne que l'UE s'oppose à la proposition

Des dirigeants africains au Sommet de l'UA à Malabo. *Commission de l'Union Africaine (UA)*

« de mettre en œuvre l'accord de facilitation des échanges sur une base provisoire conformément à la Déclaration de Doha. Il y a deux poids deux mesures. »

À l'issue du sommet de Malabo, des divisions sont apparues. « Nous n'avons jamais dit que nous ne mettrons pas en œuvre l'accord FE, mais nous ne savons pas comment le faire, » affirme M. Ndirangu, renvoyant la balle dans le camp de l'UE. Mais l'Afrique du Sud, l'Ouganda, la Tanzanie et le Zimbabwe ont exhorté l'Afrique à ne mettre l'accord en œuvre qu'une fois que l'UE aura concrètement démontré son engagement à fournir une aide. Or selon l'accord FE, cet engagement n'est pas contraignant.

L'éveil de l'Asie

La croissance des échanges de l'Afrique avec l'Asie, notamment la Chine, préoccupe l'UE, affirme M. Hasselbach. La part de l'Afrique dans le commerce mondial a augmenté de façon constante, passant de 277 milliards (2,3 %) en 2001 à environ 1 000 milliards de dollars (4,6 %) en 2011, selon la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. Alors que l'UE est encore le partenaire commercial le plus important de l'Afrique, le commerce avec l'Asie a augmenté de 22 % durant cette période, contre 15% avec l'UE. En outre, la contribution de l'UE aux importations de produits manufacturés est tombée de 32 % en 2002 à 23 %, tandis que la part de l'Asie a augmenté de 13 % à 22 % en 2011.

Selon certains experts les craintes liées à l'accord FE peuvent être exagérées. Patrick Kanyimbo et Calvin Manduna, spécialistes du commerce auprès de la Banque africaine de développement, soutiennent qu'un accord FE permettra de réduire la complexité des opérations douanières et viendra compléter « les investissements d'infrastructure sur le continent, en particulier dans le secteur des transports. »

Les relations commerciales entre l'UE et l'Afrique connaîtront sans doute de nouveaux aléas avant 2015, date butoir pour la mise en œuvre de l'accord FE. Les grandes économies comme le Nigéria et l'Afrique du Sud durcissent le ton, mais les autres sont plus réservées. Rashid Pelpuo, le ministre d'Etat ghanéen aux partenariats public-privé, note que les accords commerciaux sont toujours liés à « l'aide, l'assistance technique et politique ... Ne pas signer coûterait trop cher.» Seul le temps dira si, ou quand, l'Afrique acceptera ces accords.

COMMERCE

Un réseau routier de qualité est essentiel au commerce. Banque mondiale/Arne Hoel

Commerce intra-africain : au-delà des promesses politiques

Il faut appliquer les accords

Par **Masimba Tafirenyika**

40 milliards de dollars

que l'Afrique doit dépenser pour ses infrastructures chaque année

L'un des sujets de prédilection des conseillers politiques africains est le manque de performance du commerce continental. Ils évoquent les barrières commerciales et les avantages de l'intégration pour les économies des pays africains. Le débat est sans doute intéressant, mais il produit peu de résultats.

Le problème vient en partie du décalage entre ambitions politiques des dirigeants africains et réalités économiques. Selon Trudi Hartzenberg, la directrice exécutive du Centre de droit commercial pour l'Afrique australe (TRALAC), ces dirigeants, qui ont mis en place 14 blocs commerciaux pour favoriser l'intégration régionale, font preuve « d'une réticence évidente à donner des moyens d'action à ces institutions, citant les risques liés à la perte de souveraineté et à la réduction de la marge de manœuvre dans le choix des politiques.» Il en résulte « des institutions régionales affaiblies qui remplissent pour l'essentiel des fonctions administratives.»

Quand les pays produisent ce dont leurs partenaires commerciaux ont besoin, le commerce prospère. Ce n'est pas vraiment encore le cas de l'Afrique : ce qu'elle produit, elle ne le consomme pas ; et elle consomme ce qu'elle ne produit pas. Cette équation explique la faiblesse du commerce intra-régional qui ne représente que 10% à 12% du total du commerce du continent contre 40% en Amérique du Nord et 60% en Europe de l'Ouest. Plus de 80% des exportations africaines partent à l'étranger, principalement vers l'Union Européene, la Chine et les États-Unis. À cela s'ajoutent des règles commerciales complexes et contradictoires, les restrictions douanières et des infrastructures en mauvais état. Il n'est donc pas surprenant que les échanges intra-africains n'aient presque pas progressé ces dernières décennies.

Tout le monde ne s'accorde pas sur cette faiblesse. Pour certains, une part importante du commerce se fait de manière informelle par le biais de frontières poreuses et mal gérées qui rendent difficile la collecte de données : le commerce informel n'est pas intégré dans les statistiques des fonctionnaires des douanes. « Nous ne savons pas traiter les données liées à ce type d'activité, précisément parce qu'elles sont informelles, » souligne Carlos Lopes, le Secrétaire exécutif de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA). Il ajoute que la Commission ambitionne de combler ce déficit en offrant un tableau plus complet de l'activité économique en Afrique et en fournissant aux responsables de la planification économique des données plus fiables.

Des blocs régionaux

Pour accélérer l'intégration régionale, la Banque mondiale encourage les dirigeants africains à élargir l'accès à la finance commerciale et à réduire les restrictions commerciales qui peuvent être liés à un excès de réglementations ou à des systèmes juridiques inadéquats. Mais avec des économies encore fragiles, des marchés domestiques de petite taille et 16 pays enclavés, les gouvernements jugent que l'intégration économique doit commencer au niveau régional et regrouper l'ensemble des blocs commerciaux dans une zone de libre-échange africaine. Certains estiment que le nombre de ces blocs – 14 – est trop élevé, surtout pour les États qui font partie de plusieurs blocs.

Pourtant, les experts estiment que le problème ne réside pas seulement dans le nombre de blocs, mais dans leur bilan. Les gouvernements doivent mettre en œuvre les accords commerciaux signés et sur ce point, les performances des pays africains sont médiocres, malgré la force de leurs engagements pour l'intégration régionale. Dans un document sur l'intégration régionale en Afrique, publié par l'OMC, Trudi Hartzenberg

note que «dans certains cas, le problème réside dans l'absence d'engagement clair en faveur d'une gouvernance basée sur le respect des règles de l'intégration africaine. Les obligations des accords internationaux ne sont pas prises au sérieux. Certains estiment que les gouvernements africains ont besoin de marges de manœuvre dans le choix des politiques pour affronter les défis du développement. Mais ceci semble en contradiction avec le nombre des accords signés,» explique-t-elle en pointant du doigt l'absence de moyens des gouvernements pour mettre en œuvre les obligations qu'ils ont contractées.

La Banque africaine de développement (BAD) partage ce point de vue et impute la lenteur des progrès à « une architecture complexe de communautés économiques régionales. » La BAD note que si cet arrangement a eu des résultats positifs pour les objectifs régionaux communs, « les progrès ont été décevants. »

Mme Hartzenberg cite l'exemple de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), un groupement économique régional qui a lancé en 2008 une zone de libre-échange entre ses 15 États membres. Malgré la décision de la SADC de supprimer les restrictions commerciales, certains pays n'ont pas éliminé leurs droits de douane. Pire: certains les ont rétablis après les avoir supprimés.

Si plusieurs pays ont demandé à bénéficier de la disposition du protocole commercial de la SADC qui autorise les exemptions d'élimination des droits de douane, d'autres les ont simplement réintroduits ou remplacés par d'autres instruments, comme les taxes intérieures. « On peut faire valoir que c'est la preuve d'une absence de volonté politique de mettre en œuvre les obligations contractées. Il se peut que certains de ces États finissent par se rendre compte des implications et ne souhaitent plus être liés par ces obligations. »

Faiblesse des infrastructures

La mise en œuvre limitée des accords et le manque d'infrastructures fiables compliquent la poursuite de l'intégration régionale. « Le transport routier est incroyablement lent et les ports sont encombrés dû au manque de capacités, » note la BAD.

Malgré la modernisation récente des infrastructures régionales, Ibrahim Mayaki, qui dirige le NEPAD, l'agence de développement de l'Union africaine, constate que le continent est encore confronté à des difficultés. Le NEPAD vient d'adopter un plan sur 30 ans qui fait une large place aux projets transfrontaliers, comme celui de la route de 4 500 km qui doit relier Alger à Lagos.

Si l'Afrique veut remédier aux faiblesses actuelles de ses infrastructures et suivre le rythme de la croissance, la BAD estime qu'elle doit dépenser 40 milliards de dollars de plus par an.

« Protectionnisme sophistiqué » ou APE ?

Pour les analystes, les accords commerciaux ne tiennent souvent pas compte des efforts de l'Afrique pour promouvoir le commerce intra-africain. Nick Dearden, l'ancien directeur de la campagne Jubilé pour la remise de la dette, qui dirige le Mouvement mondial pour le développement, accuse les pays occidentaux de promouvoir des modèles de libre-échange qui servent leurs intérêts et non ceux de l'Afrique. Il déplore que de nombreux pays africains « soient assujettis à des accords commerciaux qui les obligent à dépendre d'un ou deux produits de base. »

Sur son blog hébergé par *The Guardian,* M. Dearden affirme que l'UE cherche à imposer des Accords de partenariat économique [APE] aux pays africains qui obligent les partenaires de l'UE à abaisser, sous condition de réciprocité, leurs droits de douane sur les importations et les exportations. Ces APE sont un frein aux efforts d'intégration de l'Afrique. Les dirigeants africains devraient suivre l'exemple de la Corée du Sud qui a dopé ses échanges grâce à « une série d'interventions gouvernementales » : protection de certaines industries, contrôle de la production alimentaire et du secteur bancaire, adoption d'une réglementation forte qui permet à la population de bénéficier des échanges et des investissements.

Le secrétaire exécutif de la CEA est du même avis. « La protection n'est pas un terme péjoratif, » assure-t-il. Carlos Lopes est favorable à ce qu'il nomme « un protectionnisme sophistiqué », mais il enjoint les dirigeants africains à ne pas oublier la « sophistication », « c'est-à-dire la recherche d'un juste équilibre ». Le secrétaire exécutif de la CEA considère qu'un protectionnisme sophistiqué, ou intelligent, ne constitue pas un choix entre deux entités «opposées», l'État d'une part et le marché de l'autre. Selon lui, l'industrialisation ne peut se faire sans une forme de protectionnisme intelligent. Et sans industrialisation, les efforts d'intégration des économies du continent et d'augmentation des échanges intra-régionaux ont moins de chance d'aboutir. Les défenseurs du libre-échange affirment de leur côté que le protectionnisme risque de réduire la taille de l'économie mondiale, limiter le nombre des gagnants et dégrader les conditions du marché.

Au-delà des engagements

Les pays africains ont encore beaucoup à faire pour accroitre les échanges intra-régionaux. Ils doivent par exemple réduire leur dépendance vis-à-vis des produits de base en développant le secteur des services, augmenter les investissements dans les infrastructures et réduire les barrières non-tarifaires qui freinent les échanges intra-africains. La liste de ces barrières est longue et exhaustive : caractère prohibitif de certains coûts de transaction, complexité des procédures d'immigration, manque de moyens des services frontaliers, coût des procédures d'octroi de licences d'importation ou d'exportation. Pour y mettre fin, il faudra des mesures concrètes sur le terrain, même si elles sont couteuses.

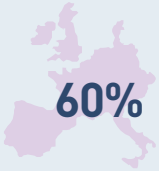
NIVEAU MOYEN DU COMMERCE INTRA-RÉGIONAL PAR AN

10% - 12%

Afrique

40%

Amérique du Nord



60%

Europe Occidentale

L'Afrique a besoin à la fois d'aide et du commerce

— Arancha González

COMMERCE

Arancha González, Directrice exécutive, Centre du commerce international.

Centre du commerce international (CCI).

Le Centre du commerce international (ITC), fournit une aide technique aux entreprises des pays en développement. Arancha González, la directrice exécutive du Centre, s'est entretenue avec Nirit Ben-Ari et Kingsley Ighobor d'Afrique Renouveau (AR) sur leurs activités et l'influence croissante de l'Afrique sur le marché mondial.

AR: Que fait l'ITC en Afrique?

González : La majorité de nos activités se concentre en Afrique subsaharienne où nous offrons des formations sur la mobilisation de fonds et l'amélioration de la compétitivité.

Comment procédez-vous sur le terrain?

En offrant notre expertise. Au Sénégal, par exemple, les compétences acquises par les producteurs de mangues profitent également aux producteurs d'ananas ou de volaille du pays.

Avez-vous d' autres projets en Afrique?

À Zanzibar, en Tanzanie, nous aidons des négociants d'épices à multiplier jusqu'à 20 fois leur revenu en développant une image de marque et un emballage attrayant pour leurs produits.

Comment faites-vous la promotion du commerce intra-africain?

En soutenant l'objectif de l'Union africaine visant à faire du continent une zone de libre-échange. Les marchés locaux sont trop restreints. Notre but principal est de supprimer les barrières commerciales.

Quels sont les obstacles?

Ce sont les barrières non tarifaires, telles que les réglementations techniques et les normes sécuritaires.

Comment réduisez-vous les barrières commerciales?

Apres l'identification de ces barrières, nous nous rapprochons des sociétés et des organismes gouvernementaux et de réglementation afin de les aider à trouver une solution.

Parlez-nous de votre programme d'aide au commerce.

Il s'agit du nom que nous donnons à l'aide au développement visant à renforcer les capacités de production commerciale des pays et des sociétés.

L'Afrique a-t-elle besoin d'aide ou de commerce?

Demander aux pays de choisir entre l'aide et le commerce serait une simplification de la question. La réalité est que les deux sont nécessaires et vont de pair.

Pensez-vous que les accords commerciaux favroisent les pays développés?

Non, car cela présuppose que les pays africains sont incapables de négocier des pactes commerciaux bénéfiques. Ce qui n'est pas le cas.

Pourtant d'aucuns pensent que l'Afrique négocie en position de faiblesse...

J'ai vu des pays africains négocier de manière bilatérale et défendre leurs intérêts avec force au sein de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) au point de refuser un accord où leurs intérêts ne sont pas pris en compte.

Les subventions agricoles de l'UE, seront-elles bientôt supprimées ?

La pression exercée par l'Afrique a amené l'UE à revoir son programme de subventions agricoles et à proposer l'élimination des subventions aux exportations. Une victoire pour ceux qui refusent d'accord avec l'EU tant qu'elle déverse ses produits alimentaires en Afrique.

Les commerçantes africaines perdent au change

Des politiques commerciales nuisibles freinent le progrès

Par **Nirit Ben-Ari**

La participation des femmes mauritaniennes augmente en matière de gouvernance.

Paul Kingsley/Alamy

Chaque jour, des millions d'Africaines se livrent à des activités commerciales diverses, dans leur pays ou au-delà des frontières nationales. Elles achètent et vendent de tout, des produits agricoles aux produits manufacturés. Selon la Banque mondiale, ce sont surtout des femmes qui traversent les frontières pour fournir des biens et des services. Elles dirigent également la plupart des petites exploitations agricoles. En fait, la contribution des femmes commerçantes aux économies nationales est aujourd'hui indispensable à la stimulation du commerce africain.

Les politiques commerciales de la région ne sont toutefois pas nécessairement favorables aux femmes, les hommes ayant un meilleur accès aux ressources. Au contraire, elles sont confrontées à des contraintes qui sapent les efforts de l'Afrique visant à réaliser pleinement son potentiel commercial. Il s'agit notamment de barrières non tarifaires qui affectent les échanges, indique une étude de 2013 de la Banque mondiale, intitulée Les femmes et le commerce en Afrique. Le manque d'accès aux financements, à l'information et aux réseaux formels par exemple pousse souvent les femmes vers l'économie parallèle, où leurs capacités de croissance sont limitées.

Commerce transfrontalier et secteur informel

La participation des femmes au commerce informel est souvent sous-estimée. Le rôle qu'elles jouent dans le commerce transfrontalier informel n'attire guère l'attention des milieux du commerce international, souligne un document du Réseau interinstitutions pour les femmes et l'égalité des sexes, un groupe de travail de l'ONU. Selon ce dernier, le commerce informel, dominé par les femmes, représente une importante source de création d'emplois en Afrique : entre 20 et 75 % de l'emploi total dans la plupart des pays. Par exemple, dans la région de la Communauté de développement de l'Afrique australe, le commerce transfrontalier informel, qui porte surtout sur des aliments traités ou non, constitue entre 30 et 40 % du volume annuel total des échanges.

TradeMark East Africa (TMEA), une organisation qui encourage le commerce transfrontalier dans la sous-région, signale que les femmes réalisent jusqu'à 74 % des échanges informels le long de la frontière du Rwanda avec ses voisins : le Burundi, la République démocratique du Congo, la Tanzanie et l'Ouganda. La majorité de ces femmes ne vivent que de ces échanges. La TMEA juge cependant préoccupant que cette forme de commerce concerne essentiellement des produits de faible valeur et à faible marge, tels que les fruits et légumes, les animaux d'élevage, la viande et les produits laitiers.

La méconnaissance des droits que leur confèrent les traités et protocoles commerciaux exacerbe les problèmes auxquels les femmes sont confrontées lors de leurs transactions. Il arrive qu'elles soient contraintes de verser des pots-de-vin ou harcelées par des douaniers et agents d'immigration. Afin de leur venir en aide, la TMEA a lancé en 2012 un projet qui facilite les activités commerciales transfrontalières des femmes en Afrique de l'Est. Le projet fournit une assistance juridique gratuite aux petits commerçants, surtout des femmes, qui, ignorant souvent leurs droits, empruntent des chemins illégaux pour traverser les frontières et ainsi échapper au harcèlement des douaniers. La TMEA leur apprend à faire valoir leurs droits en cas d'arrestation arbitraire ou d'application abusive des règles de la part des fonctionnaires. Ainsi,

bon nombre de commerçantes de la région passent désormais moins de temps aux frontières à se demander quelles sont les bonnes procédures à suivre. En outre, la TMEA les a aidées à s'organiser en coopératives afin de renforcer leur pouvoir de négociation.

Les experts estiment cependant que davantage de politiques doivent encourager le commerce informel des femmes. Ces dernières pourraient bénéficier de politiques qui abordent les problèmes liés à l'accès au crédit, au filet de sécurité sociale, au transport, à l'échange de devises, aux installations de stockage, aux soins de santé, et à l'assainissement.

Les femmes et la libéralisation du commerce

Si la libéralisation du commerce a débuté dans les années 1990 et a dans certains cas accru la compétitivité des commerçants africains, lorsqu'il s'agit des femmes, indique le Réseau interinstitutions de l'ONU pour les femmes et l'égalité des sexes, elle a produit l'effet inverse. Le Réseau explique que les femmes ont beaucoup pâti de ces politiques du fait de préjugés sexistes en matière d'éducation et de formation, d'une répartition inéquitable des revenus et des ressources, ainsi que d'un accès inégal au crédit, au foncier et à la technologie; et d'ajouter qu'en Afrique, « les femmes reçoivent 7 % des services de vulgarisation agricole et moins de 10 % des crédits offerts aux petits agriculteurs. »

Mais certains experts exhortent les opposants à la libéralisation du commerce à la considérer sous un autre angle : ces politiques encouragent la suppression des tarifs douaniers et réduisent ainsi le prix des marchandises. Les opposants ripostent en affirmant que si les femmes n'ont pas accès au crédit, aux connaissances techniques ou aux marchés internationaux, elles ne pèsent pas lourd face à la concurrence internationale, même si les marchés sont ouverts.

Comme ce fut le cas dans la minuscule nation du Lesotho, en Afrique australe, l'ouverture du marché du travail aux emplois de la confection et de la fabrication tournés vers l'international, s'avère être un aspect majeur de la libéralisation du commerce. Une étude de 2012 de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) portant sur le Lesotho, Who Is Benefitting from Trade Liberalization in Lesotho? A Gender Perspective (Qui tire parti de la libéralisation du commerce au Lesotho considérée sous l'angle de la parité?), a révélé que la libéralisation a renforcé les échanges commerciaux du pays ces 30 dernières années, en particulier les exportations des secteurs à forte intensité de main-d'oeuvre comme l'industrie de la confection. Elle a également été synonyme d'une augmentation du nombre de femmes employées dans le secteur formel.

L'exemple du Lesotho

Comment le Lesotho a-t-il fait ? D'abord, il a imposé des quotas d'importation sur les vêtements provenant des marchés de l'Asie, des États-Unis (EU) et de l'UE. Ensuite, les produits textiles du Lesotho sont les grands bénéficiaires de l'US Africa Growth and Opportunity Act de 2000 (AGOA, ou Loi des EU sur la croissance et les possibilités économiques de l'Afrique), qui autorise en franchise de droits de douane les exportations africaines à destination des EU. Enfin, le Lesotho a augmenté ses exportations vers les EU en profitant d'une clause qui permet aux pays admissibles au titre de l'AGOA, de s'approvisionner en tissus dans des pays tiers tels que la Chine. Ces politiques ont eu des répercussions positives importantes pour les commerçantes du Lesotho.

L'industrie de l'habillement est le principal employeur du Lesotho, et les femmes forment la plus grande partie de la main-d'œuvre. Selon la CNUCED, « Grâce à l'évolution des échanges commerciaux, un grand nombre de nouveaux emplois ont été créés pour les femmes défavorisées, relativement peu qualifiées qui n'auraient autrement guère de chance d'occuper un emploi formel. » Les Lesothanes occupant un emploi formel ont accès aux programmes de santé, et celles vivant avec le VIH reçoivent un traitement et des soins gratuits.

Mais si l'industrie lesothane du vêtement procure des emplois aux femmes, elle contribue également aux nouveaux types d'inégalité et de vulnérabilité. Les salaires sont bas dans cette industrie. Les travailleurs ne gagnent que 5 à 100 dollars par mois, même s'ils ont accès aux prestations maladie. Compte tenu du coût élevé de la vie, ces salaires permettent de couvrir les premières nécessités, mais non d'épargner en vue de créer de petites activités commerciales.

En outre, les Lesothanes sont particulièrement vulnérables aux chocs extérieurs et aux changements apportés au système commercial international. Si les usines textiles venaient à fermer, il serait démesurément difficile pour elles de retrouver un emploi. Ceci parce que les femmes ont tendance à rencontrer davantage d'obstacles à la mobilité de la main-d'œuvre, en raison de pratiques sociales et culturelles discriminatoires telles qu'un accès limité à l'éducation, à la technologie et aux ressources financières, selon la CNUCED.

Vers une politique commerciale faisant place aux femmes

Les économies qui ne dépendent que d'un seul produit de base sont vulnérables aux chocs extérieurs, qui à leur tour frappent les femmes. La CNUCED indique que les pays producteurs de pétrole n'ont pas diversifié leur économie. Par exemple, l'économie de l'Angola, principalement extractive, n'a pas créé assez d'emplois pour absorber la main-d'œuvre féminine. Selon la CNUCED, la lenteur de la diversification de l'économie angolaise a enfermé les femmes dans des emplois à faible productivité.

Contrairement au Lesotho, la libéralisation du commerce en Angola n'a pas créé d'emplois manufacturiers tournés vers l'exportation, d'où le peu de femmes ayant intégré le secteur secondaire: seulement 17 % de la main-d'œuvre totale.

Afin d'améliorer le sort des femmes, les gouvernements africains doivent adopter des politiques qui éliminent les contraintes auxquelles elles sont confrontées dans leurs activités commerciales, recommandent les experts. Le Réseau interinstitutions de l'ONU pour les femmes et l'égalité des sexes propose trois politiques pour ce faire. Premièrement, les gouvernements doivent fournir aux travailleuses les compétences nécessaires et un accès à l'information. Deuxièmement, ils doivent faire voter des lois relatives aux normes et conditions de travail visant à éradiquer l'exploitation des travailleuses. Et troisièmement, ils doivent formuler des politiques sociales et de l'emploi qui soutiennent le partage équitable des responsabilités domestiques.

Il existe indéniablement des écarts importants entre les sexes dans de nombreux secteurs. La CNUCED recommande d'utiliser le commerce comme un « catalyseur » de développement futur. Des politiques justes pourraient inciter les femmes commerçantes à contribuer encore davantage au développement du continent.

COMMERCE

L'aridité des sols en Mauritanie est l'une des conséquences du changement climatique. Oxfam/Pablo Tosco

Le commerce en Afrique au temps des changements climatiques

L' économie de la région pourrait être affectée

Par **Richard Munang** and **Jesica Andrews**

Les effets dévastateurs des changements climatiques se font déjà ressentir sur toute la planète, y compris en Afrique. La famine provoquée par la sécheresse en 2011 dans la Corne de l'Afrique a touché plus de 10 millions de personnes, causé 257 000 décès et coûté plus de 1 milliard de dollars de dommages. Le récent rapport intitulé Africa Adaptation Gap publié par le Programme des Nations Unies pour l'environnement sur le fossé en matière d'adaptation en Afrique avertit que les changements climatiques pourraient réduire le rendement total des cultures en Afrique subsaharienne jusqu'à hauteur de 20 % d'ici à 2070. Pire encore, ils pourraient commencer à nuire au potentiel commercial de l'Afrique. C'est ainsi qu'une élévation de 70 centimètres du niveau de la mer projetée en Tanzanie d'ici à 2070 pourrait dévaster la ville portuaire de Dar es Salaam, la ville la plus grande et la plus riche du pays et un acteur majeur des échanges en Afrique de l'Est. Ce scénario coûterait au pays environ 10 milliards de dollars de dommages matériels et pertes liées. Les écologistes préviennent que l'élévation du niveau de la mer pourrait provoquer de graves inondations, submerger les terres et détruire des écosystèmes côtiers.

Les changements climatiques menacent-ils l'Afrique ? La région peut-elle développer son commerce dans les conditions actuelles? Les experts répondent par l'affirmative à ces deux questions, mais, en plus de réduire les obstacles qui entravent les échanges nouveaux et existants, les pays devront utiliser leurs écosystèmes pour protéger les secteurs productifs du continent de l'impact négatif des changements climatiques. Il faut des écosystèmes résilients pour promouvoir l'utilisation rationnelle de la biodiversité et du patrimoine naturel. Cette utilisation permettra de préserver l'environnement naturel de la dégradation et s'assurer qu'il demeure productif et continue de contribuer au développement économique.

Obstacles en tous genres

Selon la Banque mondiale, la production alimentaire pour des populations urbaines et rurales à forte croissance constituera la plus grande opportunité de croissance pour les agriculteurs africains. Le secteur agricole doit donc mettre au point des stratégies d'adaptation aux changements climatiques. Alors que l'Afrique produit actuellement des aliments de base d'une valeur de 50 milliards de dollars par an, la banque a constaté que la région pourrait ajouter un supplément de 20 milliards de dollars annuellement si elle supprime les obstacles au commerce agricole. L'Afrique de l'Ouest notamment pourrait réduire ses coûts de transport de moitié en moins d'une décennie si ses politiques commerciales agricoles étaient conçues pour servir de fondement à la croissance économique plutôt que de lui faire obstacle, affirme la banque.

En outre, avec l'aggravation des changements climatiques, les industries et l'agriculture devront riposter. Les experts recommandent une augmentation de la production de biens et services environnementaux comme une option viable. Ces biens et services sont des bienfaits dont des écosystèmes sains permettent de bénéficier. Ils comprennent l'air pur, l'eau douce, la purification de l'air et de l'eau provenant des forêts, la pollinisation des cultures et la

reconstitution des nappes d'eau souterraines à travers les zones humides. Ces biens et services étaient évalués à 690 milliards de dollars en 2006, mais pourraient atteindre 1900 milliards de dollars en 2020 selon le PNUE, compte tenu de l'augmentation de la demande mondiale. Par conséquent, pour stimuler le commerce, les experts insistent sur la nécessité de diversifier les exportations au-delà des produits de base. Les gouvernements doivent aussi adopter des politiques qui permettent à davantage de personnes de participer au commerce. Mais l'utilisation durable des écosystèmes permet-elle d'atteindre cet objectif ?

Stimulation des échanges grâce aux écosystèmes

« Repenser les possibilités » est l'expression employée par les spécialistes du développement pour insister sur le fait qu'il est possible de se servir des ressources naturelles comme moyens de production. En utilisant les services écosystémiques à bon escient, l'Afrique pourrait protéger ses ressources naturelles et augmenter le volume de ses échanges au sein du continent ainsi qu'avec le reste du monde. Et cette protection est assurée avec des coûts supplémentaires minimes ou nuls.

Quelques approches écosystémiques, telles que l'utilisation de « pollinisateurs indigènes » gagnent déjà en popularité. On parle aussi de « l'agriculteur ami des abeilles ». Cette approche suppose que les habitats d'abeilles sont protégés lorsque les agriculteurs limitent le labourage, permettent aux cultures de fleurir, plantent des haies végétales ou des brise-vent avec des arbustes à fleurs, réduisent ou éliminent l'utilisation de pesticides et travaillent avec les propriétaires fonciers du voisinage pour protéger les zones naturelles. En investissant dans la protection des habitats naturels des abeilles, les agriculteurs investissent dans leurs cultures. Les abeilles et l'utilisation durable d'autres techniques de gestion peuvent accroître les rendements des cultures de 5 %, selon un article publié par la Royal Society de Londres .

En outre, ces techniques sont plus gratifiantes à l'endroit des agriculteurs qui se retrouvent face à un produit de meilleure qualité à vendre. Ainsi, au Burkina Faso, où la noix de karité est la deuxième culture de rente la plus exportée (après le coton), les techniques reposant sur les écosystèmes pourraient améliorer la qualité des noix de karité et garantir des méthodes de production durables. Ce fut le cas récemment lorsqu'un projet incorporant une approche fondée sur les écosystèmes a permis de former 120 femmes à la production du beurre de karité de haute qualité, leur permettant d'augmenter leurs ventes de 18 dollars supplémentaires par mois en moyenne. L'approche fondée sur les écosystèmes est une méthode agricole qui favorise la conservation et la durabilité grâce à une gestion intégrée des terres, de l'eau et des ressources. Les femmes sont désormais encore plus motivées pour protéger leurs cinq hectares d'arbres de karité et l'écosystème associé (qui fait partie de leur chaîne de production) de la destruction et de la déforestation.

Partout en Afrique de l'Ouest, 4 à 5 millions de femmes dépendent presque entièrement de la noix de karité pour leur subsistance, selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture Le recours élargi à l'approche fondée sur les écosystèmes pourrait accroître la production pour la consommation locale et pour l'exportation.

Développement du commerce en Afrique

D'un certain nombre de façons, l'Afrique pourrait stimuler le commerce si elle exploitait ses vastes ressources naturelles en adoptant des approches écosystémiques. Elle pourrait ainsi tout d'abord, augmenter le volume des échanges agricoles grâce à des rendements plus élevés. En Zambie, les agriculteurs ont augmenté les rendements des cultures de 60 % en passant des pratiques monoculturales aux cultures intercalaires et à d'autres méthodes durables. En deuxième lieu, un plus grand recours à l'approche fondée sur les écosystèmes favorisera le passage de méthodes traditionnelles à des méthodes agricoles durables parce que le marché mondial des biens et services environnementaux connaît une croissance rapide.

Les pratiques reposant sur les écosystèmes pourraient aider l'Afrique à tirer parti des atouts que présentent les biens et services environnementaux.

Troisièmement, en raison de la diversité des cultures produites, les pratiques reposant sur les écosystèmes permettront à l'Afrique de conquérir de nouveaux marchés. Grâce à l'agroforesterie (cultures intercalaires, cultures de barrière et utilisation de cultures fixatrices d'azote), les petits agriculteurs peuvent produire une plus grande diversité de cultures. Et enfin, des produits de meilleure qualité ou plus écologiques permettront à l'Afrique de s'ouvrir à des marchés de qualité supérieure. Comme pour le projet de beurre de karité au Burkina Faso, les produits ainsi obtenus peuvent accéder aux marchés « durables », où leurs prix de vente sont supérieurs.

Introduire des réformes commerciales

Même si les biens et services environnementaux permettent d'accroître les débouchés commerciaux, les obstacles au commerce en Afrique persisteront. Les principales recommandations de la Banque mondiale vont dans le sens de réformes du secteur du commerce et d'un renforcement des institutions qui conçoivent et mettent en œuvre la réglementation. La Banque veut que les pays africains réduisent le coût des échanges transfrontaliers. Selon la Banque, les coûts associés aux échanges en Afrique subsaharienne sont deux fois plus élevés qu'en Asie de l'Est et dans les pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Elle plaide en faveur de la suppression d'une série de barrières non-tarifaires au commerce, y compris les règles restrictives quant à l'origine des marchandises, l'interdiction des importations et exportations et les licences coûteuses. Dans la région d'Afrique subsaharienne, relève la Banque, il faut en moyenne 38 jours pour importer des marchandises et 32 jours pour les exporter au-delà des frontières - soit, deux des plus longs temps d'attente au monde. Cependant, même si les nouveaux biens et services environnementaux risquent de se trouver bloqués du fait de ces barrières, les experts estiment que les services bancaires mobiles et d'autres dispositifs transfrontaliers innovants pourraient améliorer la situation.

Les écologistes affirment déjà que les services écosystémiques devraient cesser d'être considérés comme gratuits et illimités. Il conviendrait au contraire de les protéger contre les effets des changements climatiques. Il est toutefois entendu que l'introduction de biens et services environnementaux dans les économies africaines pourrait accroître les avantages économiques, sociaux et environnementaux dont jouit le continent. Et c'est là un triple avantage.

Richard Munang est le coordonnateur régional pour les changements climatiques du Bureau régional pour l'Afrique du PNUE. Jesica Andrews est spécialiste de l'adaptation des écosystèmes au Bureau régional pour l'Afrique du PNUE.

COMMERCE

Maged Abdelaziz, Conseiller spécial du Secrétaire général de l'ONU pour l'Afrique.

Africa Section / Bo Li

L'Afrique veut un partenariat equitable

— Maged Abdelaziz

En 2012, l'Assemblée générale des Nations Unies a créé un mécanisme chargé de suivre les engagements pris par les pays africains et leurs partenaires en vue d'améliorer le développement économique du continent. Le secrétariat de ce mécanisme est assuré par le Bureau du conseiller spécial pour l'Afrique, qui travaille en lien avec d'autres agences de l'ONU pour suivre les progrès réalisés dans le cadre de ces engagements. Dans un entretien avec Kingsley Ighobor d'Afrique Renouveau, Maged Abdelaziz, le conseiller spécial du Secrétaire général de l'ONU pour l'Afrique, explique ce que les Nations Unies espèrent accomplir avec ce mécanisme de suivi. Ce qui suit est un extrait de cet entretien.

AR : Quel regard portez-vous sur le rythme de développement économique de l'Afrique ?

Abdelaziz : Il existe un potentiel énorme en Afrique. Six des dix économies affichant la plus forte croissance au monde sont africaines et la région possède des ressources importantes, aussi bien naturelles qu'humaines. Ce qu'il faut, c'est un programme de transformation. Ce programme a fait son apparition dans différents documents qui ont été approuvés par l'Union africaine. Le couronnement de ce processus se fera quand l'Agenda 2063 [le plan de développement de l'UA sur 50 ans] sera adopté lors du sommet de l'UA à Addis-Abeba. De nombreux engagements ont été pris et de nombreux plans ont été conçus. À présent, il nous faut décider des objectifs à court et moyen terme, et de ce que nous laisserons aux générations futures.

Le problème, ce n'est jamais le manque d'idées, de cadres, de programmes ou de plans directeurs. Le problème, c'est leur mise en œuvre. En quoi ce programme est-il différent des autres ?

Ce que je peux vous dire, c'est qu'il s'agit d'un programme de changement conçu pour générer des résultats concrets qui puissent être mis en œuvre. L'objectif, c'est l'industrialisation et cela est crucial. La croissance doit être inclusive, ce qui signifie que chacun en Afrique doit pouvoir bénéficier des ressources naturelles du continent, y compris les pauvres.

Vous parlez d'un idéal, mais comment s'assurer qu'il est mis en œuvre ?

J'ai confiance dans les gouvernements africains et dans la bonne volonté qui s'exprime dans leurs engagements vis-à-vis de leurs populations. Je ne doute pas que ces engagements seront tenus.

Votre espoir s'appuie donc sur la confiance ?

Ai-je le choix ? Je ne dispose pas plus que l'UA ou l'ONU de moyens coercitifs pour forcer un président ou un premier Ministre à faire quoi que ce soit.

Avez-vous le sentiment que la tâche est abordée avec plus de sérieux qu'avant ?

Absolument, car je constate aujourd'hui qu'il existe un véritable esprit d'intégration régionale. Chaque sous-région a son plan d'intégration, une zone de libre-échange est prévue pour 2017, et une union monétaire d'ici à 2034, avec pour résultat final une union douanière pour toute l'Afrique. Vous allez me dire : est-ce bien réaliste ? Je vous répondrai qu'il faut tenter d'y parvenir. Si nous n'atteignons pas cet objectif, donnons-nous deux ans, ou cinq ans de plus, mais au moins, essayons. Il y a aussi le lien qui reste à établir entre paix, sécurité et développement. Il n'est pas possible de mettre en œuvre un programme de transformation sans inclure la paix et la sécurité.

Votre bureau met en place un mécanisme de suivi des engagements pris en faveur du développement de l'Afrique. Pourquoi un tel mécanisme ?

En 2008, l'Assemblée générale a adopté une résolution sur le développement de l'Afrique dans laquelle figuraient des engagements spécifiques à mettre en œuvre, certains par les pays africains, d'autres par leurs partenaires de développement. Malheureusement, la crise financière de

2008 est intervenue, ce qui a compliqué la mise en œuvre de plusieurs éléments de cette déclaration. En 2010, à la demande de l'Assemblée, le Secrétaire général a proposé un mécanisme permettant d'examiner la progression de la mise en œuvre des engagements souscrits dans cette déclaration ainsi que de ceux qui avaient été souscrits lors d'autres conférences des Nations Unies sur l'Afrique. La résolution était on ne peut plus claire : elle posait que le nouveau mécanisme de suivi s'appuierait sur les mécanismes existants. Ces mécanismes, nous les avons dénombrés : il n'en existait pas moins de 52 ! Nous n'avons pas réinventé la roue, bien au contraire ; nous nous appuierons sur les informations collectées par les autres mécanismes.

Allez-vous évaluer les engagements pris pendant la dernière décennie, par exemple ?

Non: à compter de septembre 2014, chaque rapport se concentrera sur quatre ou cinq questions pertinentes qui feront l'objet d'une attention particulière de l'ONU au cours des deux prochaines années. Le rapport de cette année insistera sur l'accélération de la mise en œuvre des OMD, le changement climatique, la bonne gouvernance, ainsi que l'agriculture et la sécurité alimentaire.

Cela signifie donc que vous assurez le suivi des engagements pris et de leur impact sur le terrain en Afrique.

Tout à fait. Et nous proposons aussi des alternatives, quand elles sont disponibles.

Par « engagements », qu'entendez-vous exactement ?

Il s'agit d'engagements dans le domaine de l'aide, du commerce, de l'IDE [investissement direct étranger], la circulation des travailleurs entre les pays, les droits de l'homme, la bonne gouvernance, la lutte contre la corruption, etc.

Existe-t-il des moyens de s'assurer que ces engagements sont respectés ?

Non, mais notre travail sur le mécanisme de suivi se fait en consultation avec l'UA et les pays africains d'un côté, et les donateurs et les partenaires du développement de l'autre. Nous travaillons aussi avec les pays de l'OCDE [Organisation de coopération et de développement économiques], la Banque mondiale et d'autres institutions internationales.

Certains pays de l'OCDE traversent une passe difficile, économiquement parlant. Comment convaincre ces pays d'augmenter ou de mettre en œuvre leurs engagements ?

Notre rôle n'est pas de les convaincre d'augmenter leur niveau d'engagement ; il s'agit plutôt de suivre l'implémentation de ce qui a déjà été décidé entre états membres.

Votre rapport encouragera-t-il la mise en œuvre de ces engagements ?

Notre approche cherche à éviter la confrontation. Il ne s'agit pas de pointer du doigt les pays qui ne respectent pas leurs engagements et de délivrer des bons points à ceux qui les respectent. Nous rendrons nos analyses sans polémiquer sur qui a fait quoi, et pourquoi.

Mais comment votre rapport aide-t-il ces pays à respecter leurs engagements ?

Ce rapport fournira une évaluation honnête et disponible pour tous les acteurs, y compris les pays africains, de telle sorte qu'ils se sentiront moralement obligés de tenir leurs engagements ou de prendre en considération les recommandations du rapport. En parlant haut et fort sur le changement climatique ou sur les engagements pris à Copenhague ou au Mexique, en attirant l'attention sur les pourcentages des fonds promis reçus par l'Afrique et les niveaux de mise en œuvre de chaque pays sur le continent, nous serons en mesure d'offrir une image d'ensemble aux décideurs politiques.

Il s'agit donc purement d'un rôle de plaidoyer ?

Notre rôle est de défendre les intérêts de l'Afrique, n'est-ce pas ? C'est bien pour cela que je suis ici et que je suis le seul conseiller spécial désigné pour s'occuper d'une région spécifique. Notre rapport, nous le rédigeons en consultant tous azimuts, en particulier les experts dans les quatre ou cinq domaines qui intéressent le rapport.

Êtes-vous en lien avec les gouvernements africains et les organisations non gouvernementales ?

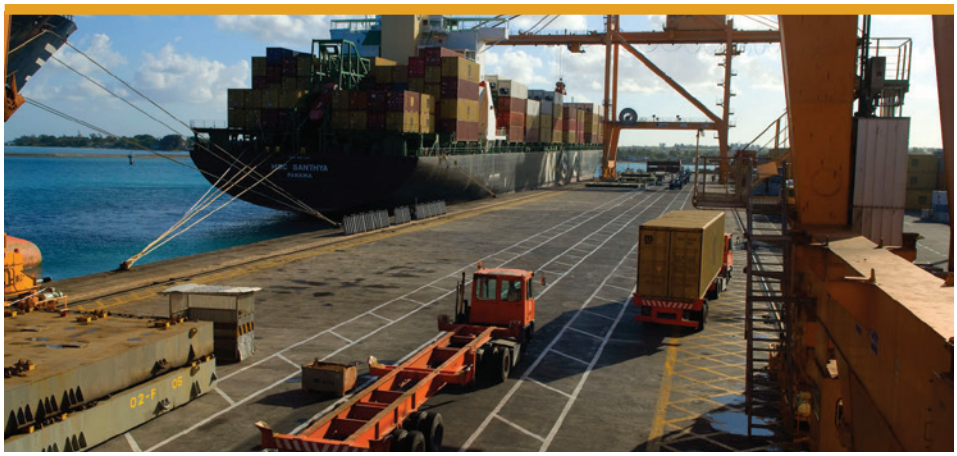
Absolument, cela fait partie de l'accord. Les ONG sont autorisées à participer sur un pied d'égalité.

Que répondez-vous à ceux qui disent que cette insistance sur la question des engagements renforce l'idée selon laquelle l'Afrique est dépendante de l'aide étrangère ?

Ce n'est pas vrai. L'Afrique cherche des partenaires avec lesquels elle peut faire jeu égal, pas des partenaires qui cherchent à l'exploiter. C'est pourquoi j'apprécie l'approche de Nkosazana Dlamini-Zuma, la présidente de la Commission de l'Union africaine, qui a demandé à revoir l'ensemble des partenariats existants. Il faut faire l'examen de nos partenariats avec l'Inde, la Chine, les États-Unis, l'Union européenne, la Ligue arabe. Analysons dans le détail ce que chacun peut en tirer.

Comment saurez-vous si vous avez réussi ?

Nous le saurons quand nous aurons convaincu les états membres de prendre des mesures additionnelles afin de mettre en œuvre leurs engagements ou de combler les lacunes que notre rapport aura identifiées.



Un navire charge des marchandises dans un port africain. *Banque mondiale/ Arne Hoel*

La pénétration progressive du yuan sur les marchés africains

La devise chinoise peut-elle devenir la prochaine monnaie de réserve ?

Par **Tonderayi Mukeredzi**

La devise chinoise, le yuan. *Afrique Renouveau/Bo Li*

En mars dernier, la Banque centrale du Zimbabwe a ajouté le yuan ou renminbi (RMB), la devise chinoise, à la liste des monnaies de sa corbeille de devises, avec le yen japonais, le dollar australien et la roupie indienne. Le Zimbabwe a ainsi rejoint la liste des pays africains qui utilisent la devise chinoise comme l'une de leurs monnaies officielles.

En 2009, suite à une inflation record qui l'a privée de sa valeur, le Zimbabwe a abandonné sa monnaie, le dollar zimbabwéen. Depuis cette date, le pays utilise une corbeille de devises dominée par le dollar américain. À l'annonce de la décision prise par la Banque de réserve du Zimbabwe d'adopter le yuan et plusieurs autres devises, sa directrice par intérim d'alors, Charity Dhliwayo, justifiait cette décision par le fait que les échanges et les investissements de son pays avec la Chine, l'Inde, le Japon et l'Australie « avaient augmenté de manière appréciable. »

La Chine est le troisième partenaire commercial du Zimbabwe après l'Afrique du Sud et l'Union européenne et jusqu'à récemment, elle était aussi le premier importateur de tabac zimbabwéen. En 2013, le commerce entre la Chine et le Zimbabwe s'élevait à 1,1 milliard de dollars.

Gift Mugano, expert en échanges commerciaux et professeur à l'Université métropolitaine Nelson Mandela, a expliqué à Afrique Renouveau que si l'ajout du RMB chinois à cette corbeille de devises allait consolider les relations bilatérales, elle ne renforcerait pas forcément le commerce entre les deux pays. Pour lui, cette décision aidera surtout la Chine dans son projet plus large de populariser sa devise.

Gift Mugano réfute la déclaration de politique monétaire de la Banque centrale de janvier 2014 et pense que, contrairement à ce que prétend ce document, le RMB ne devrait pas aider le Zimbabwe à régler ses problèmes de liquidités, car le niveau des échanges entre les deux pays n'a pas encore atteint celui qui permettrait à sa masse critique d'injecter des RMB en quantité suffisante dans le marché zimbabwéen, et plus généralement en Afrique.

« Il est intéressant de noter que la dimension psychologique de la question des devises est telle que les agents économiques qui étaient habitués au dollar américain

1,1 milliards de dollars

Montant des échanges commerciaux entre la Chine et le Zimbabwé en 2013

sont inquiets lorsqu'on change de devise de référence. Il s'agit là d'une machinerie complexe, et c'est tout l'enjeu auquel le RMB est confronté en Afrique. » Gift Mugano donne ainsi l'exemple du rand sud-africain qui, du fait de sa volatilité, n'a pas remplacé le dollar comme monnaie dominante, en dépit du fait que l'Afrique du Sud est le premier partenaire commercial du Zimbabwe et participe à au moins 40% de ses exportations et 60% de ses importations.

Wang Yi, chargé des affaires commerciales et consulaires à l'ambassade de Chine à Harare, a un avis différent sur les perspectives du RMB au Zimbabwe. À Afrique Renouveau, il explique que l'adoption de la monnaie chinoise par Harare aura un effet positif sur les investissements de la Chine vers le Zimbabwe. Ces investissements s'élevaient à quelque 600 millions de dollars l'année dernière.

« Cette option devrait permettre de renforcer les échanges entre nos deux pays et de réduire leurs coûts, assure-t-il. Les entreprises chinoises ont bien accueilli cette décision, mais son succès dépend de son acceptation par les entreprises au niveau local. »

Selon un nouveau rapport du Programme de comparaison internationale, une initiative de statistique affiliée à la Banque mondiale, la Chine pourrait dès cette année dépasser les Etats-Unis en tant que première économie mondiale. Pour Wang Yi, il est donc clair qu'un nombre croissant de pays devraient choisir le RMB pour éviter des pertes de change dans leurs échanges avec la Chine.

Pour Zinanayi Steve Zhao, vice-président de la Fédération chinoise du Zimbabwe nouvellement créée, et chargée de faire du lobbying pour les entreprises chinoises dans ce pays, le RMB sera un outil commode pour les Chinois, même si son utilisation reste réduite pour l'instant : c'est une devise forte, déjà utilisée quotidiennement dans de nombreux pays asiatiques pour leurs transactions. « La Chine n'est présente en Afrique que depuis peu. Le RMB a besoin de temps. Plus les échanges augmenteront, plus la devise sera demandée. »

En 2012, Li Dongrong, le gouverneur adjoint de la Banque populaire de Chine, a déclaré devant un forum de gens d'affaires à Beijing que face à une demande renforcée et à l'essor de l'économie africaine, la Chine allait promouvoir le RMB pour les règlements et les investissements avec l'Afrique.

Dans plusieurs pays d'Afrique, dont le Ghana, les Banques centrales se servent du RMB comme monnaie de règlement et de réserve. Cette année, la Banque centrale du Nigéria aurait annoncé son intention de transférer une partie supplémentaire de ses réserves de devises étrangères du dollar vers le yuan, du fait d'une plus grande attractivité du RMB dans les échanges au niveau mondial. Le dollar américain représente près de 85% des réserves en devises du Nigéria. En mars dernier, la Banque de réserve sud-africaine a signé un accord avec la Banque populaire de Chine en vue d'investir dans le marché chinois des obligations.

> **Les échanges entre la Chine et l'Afrique ont atteint 210,2 milliards de dollars en 2013**

À Maurice aussi la demande de devises chinoises progresse ; et si la Banque de Zambie n'a pas encore inclus le RMB dans ses réserves, elle s'est engagée à en faire un usage plus fréquent dans ses règlements commerciaux avec la Chine. Lors d'une visite en Chine en août dernier, le président kényan Uhuru Kenyatta s'est engagé à accueillir une chambre de compensation du RMB.

À mesure que les liens sino-africains se renforcent, plusieurs banques centrales africaines demandent à la Banque centrale chinoise de les autoriser à procéder à des échanges de devises – autrement dit, à l'échange d'un prêt réalisé dans une devise vers une autre et au placement d'une partie de leurs réserves en RMB. La Chine est depuis 2009 le premier partenaire commercial de l'Afrique. Les échanges entre la Chine et l'Afrique ont atteint 210,2 milliards de dollars en 2013, en hausse de 5,9 % par rapport à l'année précédente, selon les données de la Chambre chinoise de commerce international.

Pour Gift Mugano, la crise économique actuelle a incité la Chine à pousser l'internationalisation du RMB. Beijing encourage désormais l'utilisation de sa monnaie dans le commerce international, les accords d'échange de devises entre banques centrales, ou encore les dépôts bancaires et les transactions sur obligations.

« [Beijing] a signé plusieurs accords bilatéraux d'échanges de devises, accru les règlements de transactions commerciales internationales en RMB, et autorisé de nouvelles formes d'opérations en RMB sur le marché offshore de Hong-Kong », explique Gift Mugano.

Selon lui, parmi les principaux obstacles à l'intensification de l'internationalisation de la monnaie chinoise figurent le manque de flexibilité du taux de change et un accès limité aux marchés des capitaux. C'est aussi, explique-t-il, ce qui limite le rôle du RMB en tant que devise véhiculaire globale, un rôle toujours assumé, de manière unique, par le dollar américain dans le monde de la finance internationale : un rôle de monnaie de réserve mondiale, largement utilisée dans les transactions internationales.

« La plupart des banques centrales dans le monde détiennent des réserves en dollars américains. En outre, nombreux sont les petits pays qui choisissent soit de rattacher le cours de leur devise à celui du dollar, soit de ne pas posséder leur propre monnaie, et d'utiliser le dollar à la place comme c'est le cas pour le Zimbabwe. Ceci contribue à maintenir le statut du dollar comme première devise mondiale », explique Gift Mugano.

Selon l'outil de suivi du RMB Swift , plus de 1000 banques dans 85 pays se servent du RMB pour leurs transferts Swift. Le système « Swift » (pour Société internationale de télécommunications financières interbancaires – Society for Worldwide Interbank Financial Telecommunication) permet aux entreprises de réaliser des transferts d'argent pour leurs transactions financières au niveau mondial. Les données récentes de Swift montrent que le RMB est de plus en plus utilisé dans les transactions financières, au point d'être devenu la deuxième monnaie la plus utilisée sur le marché.

L'augmentation rapide du commerce chinois avec l'Afrique offre un terrain fertile et une demande accrue de règlements en RMB. Son utilisation reste limitée, mais il est certain que la devise chinoise pénètre progressivement le marché africain.

La paix au Sud-Soudan: clé de la stabilité régionale

Les leaders régionaux inquiets de la poursuite des combats

Par **Raphael Obonyo**

Malgré deux cessez-le-feu, des milliers de vies perdues et plus d'un million et demi de civils déplacés, les combats se poursuivent au Soudan du Sud, opposant les troupes gouvernementales aux forces de l'opposition. Le dernier cessez-le-feu – le second depuis le début des violences en décembre dernier - a été signé en mai entre le Président Salva Kiir et l'ancien vice-président, Riek Machar.

L'essoufflement de l'engagement des deux dirigeants à résoudre pacifiquement leurs différends politiques met à l'épreuve la capacité des médiateurs à négocier un cessez-le-feu véritable . Mais depuis le début des combats, il est devenu clair que la plus jeune nation du monde a vu le jour avec de nombreuses lacunes institutionnelles internes. Si rien n'est fait, affirment les analystes politiques, cela pourrait mener à une refonte complète du paysage politique et économique de l'ensemble de la région.

L'étincelle à l'origine des combats actuels remonte à juillet 2013, lorsque le président Kiir a limogé M. Machar et l'ensemble de son gouvernement après un bras de fer prolongé au sein du Mouvement populaire de libération du Soudan (MPLS) au pouvoir. Après son exclusion du gouvernement, M. Machar a annoncé qu'il serait candidat à l'élection présidentielle de 2015.

Le 15 décembre 2013, après plusieurs jours de tensions croissantes au sujet de questions politiques, différents éléments de la Garde présidentielle ont engagé des combats dans leurs casernes à Juba, la capitale. Les combats se sont vite propagés au quartier général de l'Armée populaire de libération du Soudan (APLS) et à d'autres installations militaires. Le 16 décembre, les affrontements s'étaient étendus à des casernes aux zones résidentielles de la capitale, opposant supporters rivaux et entraînant des massacres et des violations des droits de l'homme à grande échelle. Depuis lors, cette situation s'est reproduite dans la plupart des régions du pays.

Des soldats au Soudan du Sud gardent l'aéroport de Juba. *Raphael Obonyo*

Un cessez-le-feu conclu en janvier a été bafoué au bout de quelques jours, avec la reprise des combats, tandis que les parties s'accusaient mutuellement de violer le cessez-le-feu. Après des mois d'intenses pourparlers de paix et de pression externe, un deuxième cessez-le-feu a été signé en mai, mais s'est lui aussi avéré inefficace et les violences se poursuivent sans relâche. Selon les experts politiques, le conflit actuel s'inscrit dans le cadre du bras de fer politique qui oppose M. Machar au Président Kiir. Le président a accusé son ancien adjoint de fomenter un coup d'État, tandis que M. Machar est convaincu que le président exerce des pouvoirs dictatoriaux.

Alors que certains analystes soutiennent que la violence est politique et non tribale, il est préoccupant de constater que le conflit obéit à des clivages ethniques, avec les Nuer soutenant M. Machar et le président, principalement soutenu par les Dinkas, le plus grand groupe ethnique du pays.

George Omondi, chercheur associé au Forum africain de recherche et de ressources, basé au Kenya, est de ceux qui réfutent l'idée que les combats sont d'origine tribale. Lors d'un entretien avec Afrique Renouveau, M. Omondi a affirmé qu'il semble que M. Machar et son groupe estiment que le président renforce le pouvoir autour de lui ; ils sont donc déterminés à lui barrer la voie.

« Ils veulent éviter que Kiir ne devienne comme ces nombreux dirigeants africains qui, après l'indépendance, oublient la feuille de route nationale, » affirme-t-il. Le combat actuel n'est pas nouveau, poursuit-il, surtout si l'on examine l'histoire du MPLS : en effet, en août 1991, M. Machar a tenté de renverser John Garang, le défunt fondateur du mouvement de libération du Soudan du Sud. On estime que 2 000 civils furent tués dans les combats qui s'ensuivirent.

Les analystes espéraient que le deuxième cessez-le-feu créerait les conditions propices à la tenue de débats entre les deux parties sur la formation d'un gouvernement d'unité nationale de transition. Mais ces espoirs s'estompent désormais face à la poursuite des violences, suscitant des craintes que le bilan s'alourdisse encore dans l'un des pays les plus pauvres du monde.

Alors même que les dirigeants régionaux s'efforcent de ramener la paix, les deux parties continuent de s'accuser mutuellement de l'escalade de la guerre. Majok Guandong, l'ambassadeur du Soudan du Sud

au Kenya, affirme que son gouvernement mène une guerre uniquement défensive. Il a confié à Afrique Renouveau que son gouvernement était « attaché à la paix et avait besoin du soutien de tous pour atteindre cet objectif », ajoutant que le Soudan du Sud n'avait recruté les rebelles que « pour assurer son autodéfense. »

L'importance stratégique du Soudan du Sud en Afrique de l'Est a ajouté un caractère d'urgence aux efforts déployés au niveau régional pour mettre fin à la guerre. Il est à craindre que la guerre ne dégénère en un conflit régional si l'on n'y prend pas garde, comme en témoigne la présence aux côtés du gouvernement de troupes ougandaises. Pendant ce temps, les relations du Soudan du Sud avec son voisin du nord, le Soudan, sont loin d'être cordiales depuis que le Soudan a été divisé en deux. Les deux accords de cessez-le-feu, négociés par les médiateurs internationaux, y compris les dirigeants de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) et soutenus par les Nations Unies et l'Union africaine, ont jusqu'à présent été incapables de mettre un terme aux combats.

« Il incombe aux pays africains de prendre des mesures rapides et décisives pour résoudre la crise au Soudan du Sud, affirme M. Omondi. Cependant, le monde doit aussi se rendre compte que le Soudan du Sud n'est pas différent des pays africains engagés dans la lutte contre l'autoritarisme. » La « crise humaine » que subit le Soudan du Sud a provoqué une catastrophe humanitaire. « Les Sud-Soudanais sont les plus durement touchés par l'échec des tentatives d'arrêt des combats », a affirmé le Secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon dans une déclaration prononcée à l'occasion de la fête nationale du Soudan du Sud. « Ils vivent dans des conditions sordides, ont perdu leurs moyens de subsistance et sont en proie à la faim, la maladie et l'insécurité. » Près de 100 000 civils ont cherché refuge dans les bases de l'ONU à travers le pays.

Le conflit a également mis en péril les efforts d'intégration régionale en cours et les projets infrastructurels conjoints dans la région. Mais selon M. Guandong, la crise n'aura qu'un effet temporaire sur l'admission du Soudan du Sud au sein de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE), un groupe économique régional comprenant le Burundi, le Kenya, le Rwanda, la Tanzanie et l'Ouganda, car un accord a déjà été conclu pour ouvrir les négociations en octobre 2014.

Mais M. Omondi est d'un autre avis ; il soutient que, même avant la crise actuelle, il était clair que le Soudan du Sud ne remplissait pas les conditions minimales nécessaires pour rejoindre la CAE, notamment la mise en place d'institutions démocratiques. Des groupes de la société civile au Soudan du Sud ont demandé à la CAE de ne pas admettre le Soudan du Sud en son sein jusqu'à ce que le pays devienne stable et démocratique.

L'intégration économique en Afrique de l'Est, comme dans d'autres régions du continent, reste minime. La crise au Soudan du Sud compromettra probablement les plans du pays de construire avec le Kenya un oléoduc vers le port kényan de Lamu sur l'océan Indien. Avant la guerre, le Soudan du Sud engrangeait environ 7 milliards de dollars par an de recettes pétrolières. La poursuite des combats ne retardera pas seulement la construction de l'oléoduc, ainsi que d'autres projets d'infrastructure, elle pourra également accroitre le flux de réfugiés vers les pays voisins du Soudan du Sud.

Phyllis Kandie, qui dirige le Conseil des ministres de la CAE, a également exprimé la crainte que la guerre au Soudan du Sud ne compromette l'intégration régionale.

« Les pays stables constituent des entités régionales fortes. Il est par conséquent dans l'intérêt de la Communauté d'Afrique de l'Est que le Soudan du Sud reste stable. La guerre civile dans le pays pourrait porter atteinte à la cohésion sociale, la stabilité politique et la prospérité économique dans la région », a déclaré Mme Kandie, qui est aussi la responsable kényane chargée des affaires est-africaines.

Le problème étant politique, affirme M. Omondi, la solution, elle aussi, doit être politique. Il faut au Soudan du Sud un accord qui ne s'appuie pas sur le partage du pouvoir. Cet accord devrait renforcer les institutions étatiques qui garantiraient des dispositions transitoires. Mais pour trouver une solution rapide, M. Omondi suggère l'imposition de sanctions . « Les sanctions favoriseraient l'instauration d'une trêve. Mais elles ne doivent pas être imposées par des pays occidentaux ou les États-Unis. Des sanctions imposées par les pays voisins du Soudan du Sud seraient plus efficaces», déclare M. Omondi.

Toutefois, M. Omondi admet que cette option est peu probable. L'IGAD, dit-il, insiste sur la solidarité entre membres, craignant que les sanctions imposées à des pays amis affectent les relations régionales. Ainsi, si le gouvernement kényan gèle les avoirs des dirigeants sud-soudanais au Kenya, cela pourrait compliquer le rôle crucial que joue ce pays dans la résolution du conflit, opinion partagée par de nombreux experts.

En fin de compte, le défi que doivent relever les pays africains est de veiller à ce que le plus jeune pays du continent trouve une solution à la crise actuelle et canalise son énergie vers le développement économique.

Raphael Obonyo est l'un des jeunes diplomates du Forum diplomatique mondial et un conseiller externe auprès du Conseil consultatif de la jeunesse d'ONU-Habitat.

Des Kenyans sont évacués du Soudan du Sud. *Raphael Obonyo*

Babacar Gaye, Représentant spécial et Chef du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine (BINUCA). UN Photo/Catianne Tijerina

La stabilité politique reste un défi

— Babacar Gaye

En avril 2014, le Conseil de sécurité de l'ONU a autorisé la création de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA). Cette mission, dirigée par Babacar Gaye, le représentant spécial du Secrétaire général dans le pays, a pour mandat de protéger les civils et de soutenir les efforts de paix. Damian Cardona, un fonctionnaire de l'ONU, s'est récemment entretenu avec M. Gaye, du Sénégal, dans la capitale Bangui, pour le compte d'Afrique Renouveau. Voici quelques extraits de l'entretien :

Afrique Renouveau : Quelle a été la principale difficulté rencontrée lors de votre arrivée à Bangui en juillet 2013 ? Dans quel état se trouvait le pays il y a un an ?

Babacar Gaye : À mon arrivée à Bangui en 2013, j'étais responsable d'une mission politique dans un contexte très différent. D'abord, le personnel de l'ONU n'était pas réellement menacé, mais il était confronté à de fortes pressions en raison des pillages que le pays avait subis avant mon arrivée. Ensuite, c'était un pays où régnait l'anarchie. Un groupe informel appelé la Séléka se chargeait à l'époque du maintien de l'ordre. Les droits de l'homme étaient alors au cœur de mes préoccupations. J'avais un mandat politique. Il s'agissait cependant de ma première mission politique, car j'avais effectué toute ma carrière dans l'armée. J'ai compris la différence le jour où j'ai publié mon premier communiqué de presse, en dénonçant les atteintes aux droits de l'homme et en plaçant l'ONU au-dessus de la mêlée. Le pays n'est plus le même aujourd'hui. Depuis l'attaque du 15 décembre 2013, la situation politique s'est stabilisée. Nous avons aujourd'hui une présidente élue qui fait de son mieux avec des ressources limitées.

La mission disposera de 12 000 fonctionnaires en tenue. Pourquoi un contingent d'une telle ampleur pour un pays de moins de cinq millions d'habitants ?

On s'interroge habituellement sur la taille des missions de maintien de la paix, les estimant excessives. C'est plutôt le contraire ici. La plupart des observateurs estiment que 12 000 fonctionnaires sont insuffisants. Je tente de faire de mon mieux avec les ressources que le Conseil de sécurité nous a accordées. Pour le moment, 12 000 est un bon chiffre, par rapport aux autres opérations de maintien de la paix de l'ONU. Mais ce pays est de la taille de la France, avec un tiers de la population de Paris. Si vous tenez compte de la situation actuelle, du manque de forces nationales, notamment de police et de gendarmerie, ainsi que de toutes les lacunes du système judiciaire, vous constaterez que cette mission aura beaucoup à faire pour mettre en œuvre toutes les tâches qui lui ont été confiées. Il s'agira donc de hiérarchiser les tâches et d'innover. Nous devrons prendre des mesures d'urgence temporaires pour aider le gouvernement à rétablir le système de justice pénale. Que cela nous plaise ou non, nous devrons assumer certaines responsabilités au nom du gouvernement. Ainsi, la clé, selon moi, ne réside pas dans la taille de la force, mais dans l'état d'esprit du personnel militaire de maintien de la paix et de mes collègues civils agissant dans le cadre de cette mission.

En septembre, les troupes présentes au titre de la Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine (MISCA) deviendront des Casques bleus. Ces troupes sont-elles prêtes à changer de commandement ?

J'aimerais souligner l'excellente relation qui existe entre l'UA et l'ONU. Pour l'UA le concept de soutien à la paix s'appuie sur une réaction rapide face à toute crise sur le continent et, lorsque la situation se prête au déploiement d'une opération de paix, sur le transfert de la mission à l'ONU. Le Conseil de sécurité est à l'origine de ce concept et

c'est ce qui va se produire . Lorsque vous avez très peu de temps pour intervenir, vous n'attendez pas de disposer de toutes vos capacités sur le terrain. La majorité des troupes africaines font face à des lacunes en matière de capacité, mais celles-ci sont souvent compensées par leur détermination et leur compréhension des dynamiques régionales. Elles veulent également éviter le débordement de la crise dans leur propre pays. L'ONU sera donc heureuse d'accueillir au sein de la MINUSCA la plupart des contingents de la MISCA, tout en sachant qu'ils vont progressivement renforcer leurs capacités pour qu'elles soient en conformité avec les normes, règles et procédures de l'ONU.

Quels autres pays prendront part à la MINUSCA ? Existe-t-il un critère de sélection des pays fournisseurs de contingents ?

Oui, en effet. L'ONU a des critères très stricts. Le premier concerne le profil des troupes. Le Secrétaire général a mis en place une politique — la politique de tolérance zéro — concernant non seulement l'exploitation et les atteintes sexuelles, mais aussi les atteintes aux droits de l'homme. Il est donc très important que nous disposions de troupes présentant de bons profils et qui ont été formées aux opérations de maintien de la paix. Le deuxième critère est que le bureau du conseiller militaire pour les opérations de paix de l'ONU a élaboré un document présentant les normes applicables aux soldats de la paix de l'ONU. Ce document est remis à tous les États Membres. Nous accordons également une attention particulière aux capacités des contingents africains.

Quelle est l'importance du déploiement dans toutes les régions du pays, et quelle sera l'ampleur `de la tâche ?

Notre objectif est de déployer la MINUSCA dans tout le pays, et d'ouvrir des bureaux dans toutes les localités. L'objectif premier est de remplir notre mandat qui est de protéger la population. Il s'agit aussi d'aider le gouvernement à étendre son administration à l'échelle nationale. Nous comptons être présents dans des localités telles que Berberati, Bouar ou Ndélé dans le cadre de la décentralisation. Nous prévoyons également d'aider à attirer des bailleurs de fonds, à élaborer des projets et à traiter les causes profondes de l'insécurité, à savoir la pauvreté et le sous-développement.

Quel sera le rôle de l'ONU dans le dialogue politique que de nombreuses parties prenantes exigent ?

Notre mandat consiste à soutenir tous les efforts déployés pour stabiliser le pays. Nous fournirons de bons offices qui amorceront un processus politique. Nous nous efforçons de reprendre là où le BINUCA s'est arrêté. Les autorités viennent de consentir à notre concept d'opérations en vue d'un nouveau processus politique. Nous avons également communiqué ce concept aux autres parties prenantes internationales. Il s'agit d'une approche en trois phases : il y aura pour commencer une cessation des hostilités, suivie d'un désarmement ; ensuite, des consultations permettront à toutes les communautés du pays de s'exprimer ; enfin et surtout, nous aiderons à jeter les bases d'un développement économique et d'une bonne gouvernance pour ce pays. Nous avons conçu cette approche en trois phases et l'avons soumise aux commentaires de toutes les parties prenantes. Aujourd'hui, nous nous efforçons d'aider à sa mise en œuvre en offrant nos bons offices et notre expertise, et si possible, un soutien financier, qui se traduira notamment par des activités à forte intensité de main-d'œuvre que nous proposerons aux anciens combattants. Nous participons donc activement au processus politique. Les autres parties prenantes considèrent les Nations Unies comme un interlocuteur important qui les écoutera et leur donnera voix au chapitre sur la scène internationale, car elles espèrent et doivent résoudre leurs différends.

Quel sera le rôle de l'Union africaine et des autres acteurs régionaux lorsque le mandat de la MISCA s'éteindra ?

Je pense qu'à l'heure actuelle, l'une des principales réalisations de l'ONU et de la communauté internationale en République centrafricaine, est le fait que nous parlons d'une seule voix en accord avec la coopération entre l'Union africaine, l'ONU et l'Union européenne. Il s'agit là d'une réalisation très positive, car nous avons créé des mécanismes sur le terrain qui permettent un échange de points de vue, des actions coordonnées et une réponse conjointe aux difficultés que la communauté internationale rencontre dans la gestion de cette crise compliquée. Nos travaux se complètent. Il n'y a aucune raison pour que cela change après le transfert de commandement des soldats de la paix de l'UA. Il existe une coordination très étroite entre l'UA, l'ONU et l'Union européenne, ainsi qu'une coopération bilatérale avec des pays comme la France et les États-Unis. Chaque organisation a son avantage comparatif, et je pense qu'il est de notre devoir d'essayer de compléter nos compétences afin de présenter une position commune aux autres parties prenantes.

De quoi rêvez-vous pour la République centrafricaine en septembre 2015, d'ici un an ?

Je rêve de voir les enfants retourner à l'école. Je rêve de voir les musulmans et les chrétiens, ainsi que les non-musulmans et les non-chrétiens, se préparer pour célébrer leur fête nationale ensemble. Je rêve de voir ce pays retrouver confiance dans l'avenir, que ses habitants souhaitent continuer à exister en tant que pays uni et qu'ils soient en mesure de jouer leur rôle dans le développement d'une République centrafricaine stable et prospère.

Le personnel du Service de l'action antimines des Nations unies a détruit plus d'une tonne de munitions à l'extérieur de Bangui. *UN Photo/Catianne Tijerina*

Les inégalités freinent la croissance de l'Angola

Le pays doit diversifier son économie fondée sur le pétrole

Par **Nirit Ben-Ari**

La croissance économique en Angola est l'une des plus rapides au monde (5,1 % en 2013) et progresserait de 7,9 % en 2014 et de 8,8 % en 2015 grâce aux investissements dans l'infrastructure publique, notamment dans l'énergie et le transport. Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) indique pourtant que près d'un quart de la population est au chômage et que 36 % vit sous le seuil de pauvreté.

Selon le FMI, l'Angola est un « pays qui sort d'un conflit et qui est gros producteur de pétrole ; un pays confronté aux défis liés à ces deux réalités ». Le pays est la cinquième puissance économique africaine mais le niveau de vie a peu évolué. Seulement 37,8 % des 21 millions d'habitants ont accès à l'électricité. D'après la Banque Mondiale, près de la moitié de la population a accès à l'eau potable et seulement 34 % dans les zones rurales. Les chômeurs, surtout des moins de 25 ans, représentent 60 % de la population. Que doit faire l'Angola pour remédier à cette situation ? Pour les experts, le pays devrait diversifier son économie, épargner et investir dans le développement des compétences et des infrastructures, et améliorer la gouvernance.

Un besoin de diversification

L'Angola est le deuxième producteur de pétrole africain après le Nigéria. Son pétrole provient principalement de gisements en mer au large de la côte du Cabinda, en eaux profondes dans le bassin du Bas-Congo, et de gisements terrestres. L'année dernière, selon l'US Energy Information Administration, l'Angola a produit 1,85 millions de barils par jour. Ses recettes pétrolières pourraient dépasser 60 milliards de dollars cette année, d'après le rapport *Perspectives économiques en Afrique (PEA),* rédigé par la Banque africaine de développement (BAD), l'Organisation de coopération et de développement économiques, la CNUCED et la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique. Mais le sort de la population ne s'est pas amélioré pour autant. Selon les analystes, le pétrole n'a créé que peu d'emplois et augmenté les inégalités et les allégations de corruption.

D'après la Banque mondiale et l'OPEP, la part des produits minéraux dans les exportations du pays est de plus de 95 %. L'industrie pétrolière contribue à hauteur de 45 % au PIB et de 80 % aux recettes publiques. Le faible niveau de diversification limite les opportunités d'emplois et d'investissements, et l'économie n'offre des possibilités de développement qu'à une élite, déclarent les économistes. D'après le PNUD, pour les exportations, l'économie angolaise est celle qui diversifie le moins après l'Iraq.

La Banque mondiale a identifié trois problèmes: la dépendance à l'égard des recettes pétrolières qui rend le pays vulnérable à la volatilité des prix; un système économique enclin à la corruption ; et un manque de diversification dans le marché du travail. *The Economist,* a signalé en avril dernier que l'Angola était « encore trop axé sur le pétrole » qui ne fournit que peu d'emplois, et le gouvernement avoue avoir «échoué à développer une économie non pétrolière ». Le secteur pétrolier n'emploie que 1 % des travailleurs, d'où un taux de chômage de 26 %.

Le Centre d'études et de recherches scientifiques (CEIC) de l'Université catholique d'Angola considère néanmoins que cette économie s'est développée depuis l'indépendance et depuis la fin de la guerre civile en 2002. Le CEIC déclare que d'autres secteurs contribuent désormais faiblement au PIB mais reconnait que le gouvernement n'a poursuivi aucune politique de diversification jusqu'en 2011.

Des Angolais dans la boîte de nuit Miami Beach à Luanda.

Tout ce qui brille

L'Angola est la deuxième source de diamants en Afrique après le Botswana, et la quatrième au monde. Les principales réserves se concentrent au nord-est. Cette production génère plus de 650 millions de dollars par an, bien que le chiffre exact soit incertain du fait de l'extraction illégale.

L'exploitation des gisements représente une source importante de recettes extérieures pour le pays. En 2003, l'Angola a vendu entre 5,3 et 6 Mct (millions de carats) pour près d'1 milliard de dollars via l'entreprise d'État Sociedade de Comercialização de Diamantes de Angola (Sodiam).

L'industrie du diamant est cependant souvent accusée de porter atteinte aux droits de l'homme en ne rémunérant pas

Panos/ Robin Hammond

correctement les heures supplémentaires imposées et en dégradant l'environnement. Rafael Marques de Morais, un journaliste angolais, militant des droits de l'homme et de la lutte anticorruption, a récemment déposé une plainte au pénal contre deux entreprises d'extraction de diamants et leurs directeurs, des officiers militaires de haut rang. Désigné alors comme « suspect officiel » par les autorités, des responsables d'entreprises minières l'ont accusé de diffamation. Isabel dos Santos, la fille du président angolais, serait l'une des principales bénéficiaires du commerce des diamants, a indiqué le magazine *Forbes*.

L'agriculture comme planche de salut

Les autres secteurs contribuant au PIB sont l'énergie non pétrolière, l'agriculture, la pêche, la fabrication et la construction. L'Angola possède des sols et des réserves d'eau de qualité et l'agriculture commerciale pourrait être un secteur de valeur, selon la BAD. Actuellement, l'agriculture ne représente que 11 % du PIB, mais 70 % de l'emploi total.

En 2013, la production agricole a progressé de 8,6 %, surtout grâce à la production céréalière, signale le rapport PEA. L'Institut national des céréales d'Angola indique que le pays a besoin de 4,5 millions de tonnes de céréales par an, mais qu'il ne cultive qu'environ 55 % du maïs, 20 % du riz et 5 % du blé nécessaires à la consommation locale. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture suggère l'augmentation des dépenses publiques agricoles pour rendre le pays autosuffisant. Le secteur agricole angolais connaît une croissance remarquable. Le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA), une initiative de l'Union africaine, a signalé en 2011 une progression de plus de 25 %, dépassant ainsi l'objectif de 6 %. Avec ce taux, l'agriculture angolaise est celle qui connaît la croissance la plus rapide du continent, suivie par l'agriculture namibienne, avec un taux de croissance de 15 %.

Plus de travailleurs expatriés

L'Angola attire de plus en plus de migrants de Chine et du Portugal. « Depuis quelques années, il y a incontestablement plus de Portugais qui viennent ici du fait de la mauvaise situation financière en Europe et parce que l'Angola connaît l'une des croissances les plus rapides au monde », observe Luis Ribeiro, un Portugais qui tient une pizzeria à Luanda.

Ils rejoignent un flot d'investisseurs chinois, brésiliens et quelques britanniques. « Nous avons toujours été l'une des plus importantes communautés, mais nous nous faisons progressivement dépasser par les Chinois », confie M. Ribeiro au quotidien *The Guardian*. « Les Chinois sont très résistants et ils sont prêts à faire le travail pénible dont les Angolais et les Portugais ne veulent pas. »

Le salaire des ingénieurs peut atteindre 900 € par mois au Portugal, il est multiplié par quatre en Angola, indique la BBC. En raison de ce flux migratoire inversé Luanda « est aujourd'hui, devant Tokyo, la capitale où le coût de la vie est le plus élevé au monde pour les expatriés », selon CNN.

Les investisseurs chinois sont très actifs dans les ouvrages de travaux publics tels que les routes et les chemins de fer. Mais selon les critiques, ils ne créent pas suffisamment d'emplois car ils importent la majeure partie de la main-d'œuvre de Chine. En 2008, le consulat angolais a délivré plus de 40 000 visas à des travailleurs chinois, indique *World Affairs*, une publication sur les affaires internationales. Ainsi, la China International Trust and Investment Corporation a employé 12 000 travailleurs chinois et seulement une poignée d'Angolais pendant le pic d'activité du projet de développement de logements sociaux de la municipalité de Luanda, Kilamba Kiaxi. *World Affairs* signale que si la majorité de ces travailleurs sont dans la construction, des milliers se tournent par la suite vers l'immobilier, la vente au détail, etc.

Perspectives

En 2013, l'économie angolaise a été affaiblie par des recettes pétrolières inférieures aux prévisions et une mauvaise gestion de la dette publique. Le rapport PEA prévoit qu'avec un redressement du niveau de diversification, le secteur non pétrolier pourrait progresser de 9,7 % et le secteur pétrolier de 4,5 % en 2014.

Préoccupé par le malaise de la population sur fond d'inégalités grandissantes malgré une croissance rapide, le gouvernement réalise des investissements dans l'électricité, l'eau et les transports. L'infrastructure ferroviaire se développe avec l'accord commercial « pétrole en échange d'infrastructures » entre la Chine et l'Angola. Pour créer de l'emploi, le gouvernement a fait voter une loi relative aux opérations de change applicable au secteur pétrolier et réformé les règlements du secteur minier. Adoptée en novembre 2012, la loi réduit les taxes professionnelles de 35 à 25 %, ce qui a entraîné d'importants investissements d'entreprises, notamment des producteurs de diamants De Beers et Sumitomo Corp qui construisent une usine de production d'ammoniac et d'urée. Cette année, la banque centrale angolaise prévoit de dédollariser le marché des changes et les nouvelles lois exigent que les transactions pétrolières soient réalisées dans le pays.

Pour les experts, l'Angola a toutefois besoin de plus de politiques saines qui ne se limitent pas au secteur pétrolier et des diamants pour attirer les investisseurs. L'indice de la facilité de faire des affaires créé par la Banque mondiale classe le pays 179e sur 189 pays. Il faut remédier à ce mauvais classement afin de répondre aux attentes de ses 21 millions d'habitants.

Une femme récolte des haricots dans la province du Nord, Rwanda. HarvestPlus/Angoor Studios

La biofortification offre un espoir contre la malnutrition en Afrique

Augmenter la valeur nutritionnelle des cultures

Par **Busani Bafana**

Pour beaucoup de personnes vivant dans le district de Lira, dans le nord de l'Ouganda, Perpetua Okao est une agricultrice capable de sauver des vies. La raison en est simple. Le fils de son voisin souffrait de malnutrition et était souvent malade. Mais une fois qu'elle l'a alimenté avec des patates douces à chair orange riches en vitamine A, la santé de l'enfant s'est considérablement améliorée en quelques jours. Mme Okao fait partie des quelque 126 000 agriculteurs ougandais qui cultivent la patate douce à chair orange, une nouvelle variété de patates enrichie en vitamine A grâce à la biofortification.

La biofortification est un processus qui permet d'obtenir des cultures dont la valeur nutritionnelle est accrue. L'objectif de la biofortification est de cultiver des plantes nutritives, processus que les experts considèrent beaucoup moins coûteux que d'ajouter des micronutriments à des aliments déjà transformés. Il s'agit d'une méthode intelligente de lutte contre la malnutrition, affirment les agriculteurs et les nutritionnistes. Pour l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), la malnutrition - causée par un manque de micronutriments essentiels dans l'alimentation tels que l'iode, le fer, le zinc et la vitamine A – menace la survie de millions d'Africains.

L'exemple de l'Ouganda

La biofortification peut atténuer les effets de la carence en vitamine A (CVA), indique HarvestPlus, un centre de recherche qui se consacre à la lutte contre la faim dans le monde. Bill Gates, cofondateur de Microsoft et philanthrope fournit un soutien financier à HarvestPlus. L'organisation note en outre que la CVA est un grave problème de santé dans plus de 90 pays, mais qu'il se pose avec plus d'acuité en Afrique et en Asie. Cette carence provoque une cécité évitable chez les enfants et augmente le risque de maladies et de décès liés à des infections graves. Elle provoque également la cécité nocturne chez les femmes et augmente le risque de mortalité maternelle.

HarvestPlus estime qu'en Afrique 42 % des enfants de moins de cinq ans et les femmes âgées de 15 à 49 ans souffrent de CVA. L'Ouganda, qui est gravement touché, est désormais un grand producteur de la variété de patate douce à chair orange riche en bêta-carotène, un composé organique qui se transforme en vitamine A dans le corps humain.

En 2012, HarvestPlus et l'Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID) ont lancé une initiative baptisée « Feed the Future » et introduit cette nouvelle variété de patate douce. Mme Okao, tout comme le gouvernement ougandais, l'USAID et HarvestPlus, a fourni des plants de patates douces enrichies à cultiver avec la variété blanche ou jaune locale à plus de 10 000 ménages agricoles. Les résultats à ce jour indiquent que 60 % des ménages ont remplacé un tiers des variétés traditionnelles de patates douces. Grâce à la nouvelle

variété de patate douce, les niveaux de vitamine A ont augmenté chez les enfants ougandais, ce qui les rend visiblement plus sains qu'avant, selon HarvestPlus.

L'Afrique face au défi

Mais la malnutrition n'est pas qu'un problème ougandais ; elle est répandue en Afrique, selon la FAO. L'agence estime que 30 % des enfants africains souffrent de malnutrition et d'un retard de croissance, ont un potentiel d'apprentissage et d'accès à une activité rémunérée réduit, sont vulnérables aux infections et ont un risque de décès prématuré.

La quête d'aliments plus nutritifs pour les Africains a fait l'objet d'une conférence de trois jours sur la biofortification en avril dernier à Kigali, au Rwanda. Lors de cette conférence, plus de 275 hauts dirigeants gouvernementaux, d'entreprises et de la société civile ont discuté des moyens d'étendre la pratique de la biofortification à l'échelle du continent.

Akinwumi Adesina, ministre de l'Agriculture du Nigéria, veut que son pays devienne le plus grand producteur d'aliments biofortifiés d'Afrique. Dans le cadre de son programme d'agriculture au service de la santé, le pays le plus peuplé d'Afrique veut développer des variétés de manioc enrichies en vitamine A afin de remédier aux carences en micronutriments. Le Nigéria a intégré le manioc et la patate douce à chair orange riches en provitamine A dans son Programme d'appui au développement de la croissance, dont l'objectif est d'atteindre 2,5 millions de ménages agricoles.

Tout comme le Nigéria, la Zambie a introduit le manioc et le maïs riche en provitamine A. Au Rwanda, environ un demi-million d'agriculteurs cultivent de nouvelles variétés de fèves riches en fer. Les agriculteurs qui utilisent ces variétés ont des rendements à l'hectare et des gains plus élevés grâce à la vente de leurs excédents. Martha Birungi, une agricultrice du district Est du Rwanda, cultive désormais des fèves nutritives et riches en fer à rendement élevé et ses revenus se sont accrus.

« Les nouvelles variétés de fèves sont volumineuses et lorsque vous les faites cuire, elles augmentent de volume et sont savoureuses . Elles ont une teneur en fer plus élevée que les espèces locales auxquelles nous étions habitués », déclare Martha Birungi. Elle ajoute que les fèves enrichies en fer produisent plus de trois tonnes par hectare, contre moins d'une tonne pour les variétés autochtones.

Intensification des efforts

HarvestPlus et ses partenaires envisagent de développer plus de variétés de cultures qui garantissent un apport suffisant de vitamine A, de zinc ou de fer à plus de deux milliards de personnes dans le monde. « Nous commençons tout juste à exploiter les possibilités ... Nous voulons accroître l'accès à ces cultures nutritives aussi rapidement que possible », affirme Howarth Bouis, le directeur de HarvestPlus. « Je pense que nous avons connu une réussite incontestable en Afrique avec la patate douce à chair orange. » ajoute-t-il. « Yassir Islam, le porte-parole de l'organisation, a déclaré lors d'un entretien avec Afrique Renouveau, que les interventions ont été accrues dans une quinzaine de pays africains, dont la République démocratique du Congo (RDC), le Kenya, le Mozambique, le Rwanda, l' Ouganda et la Zambie, l'essentiel des travaux étant effectués par le Centre international de la pomme de terre, un centre de recherche basé au Pérou.

30%

des enfants africains souffrent de malnutrition et d'un retard de croissance

M. Islam dit que le Rwanda a été le premier pays cible, en raison du fait que les fèves y constituent l'un des principaux aliments de base. HarvestPlus a poursuivi son action en Ouganda et dans l'Est de la RDC, tout en se préparant à intervenir dans d'autres pays africains. Le Programme alimentaire mondial (PAM), un organisme d'aide alimentaire de l'ONU, a noté la réussite des activités de lutte contre la malnutrition en Ouganda, en RDC et au Rwanda. Le PAM achète désormais chaque année pour plus d'un milliard de dollars de nourriture auprès de pays en développement, et dispose actuellement de 77 tonnes de fèves enrichies en fer pour ses programmes d'aide alimentaire, selon Ken Davies, le coordinateur mondial du PAM.

« Les possibilités d'introduction de micronutriments et d'aliments biofortifiés dans le panier alimentaire du PAM sont immenses car les petits exploitants agricoles de nombreux pays doivent faire face à des carences en micronutriments », relève M. Davies, qui ajoute qu'il y a encore un long chemin à parcourir dans la lutte contre la malnutrition.

Une réalité admise

Jeff Waage, un conseiller technique du Groupe mondial d'experts sur l'agriculture et les systèmes alimentaires au service de la nutrition, un groupe d'experts qui relève les défis de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, affirme que les avantages de la biofortification des cultures sont évidents. Il reste donc à exploiter le potentiel d'élaboration de politiques agricoles et alimentaires propres à promouvoir la nutrition grâce à la biofortification. La Vice-présidente de la Banque mondiale, Rachel Kyte, est d'accord sur ce point et elle souligne que la Banque s'est engagée à accroître la production de cultures biofortifiées. La biofortification, explique-t-elle, ouvre la voie à la sécurité nutritionnelle en Afrique. Selon elle, la recherche scientifique sur les possibilités qu'offre la biofortification n'est plus à débattre; la réalité en est admise.

Inquiets des taux de malnutrition dans la région, les décideurs africains et leurs partenaires étrangers commencent à apprécier la validité scientifique de la biofortification, indique Robin Buruchara, le directeur régional pour l'Afrique du Centre international d'agriculture tropicale, qui collabore avec 30 pays d'Afrique de l'Est et australe. « La question n'est plus de savoir si c'est possible et sans danger ou si les rendements s'en trouvent accrus, mais plutôt comment faire pour que cet aliment soit distribué à tous les enfants du continent africain. »

Les flux d'investissements directs étrangers progressant en Afrique et le produit intérieur brut jouissant d'une croissance favorisée par un essor de l'industrie minière et un développement de l'agriculture, il est urgent de remédier à la faim en Afrique, précisent les experts. La biofortification est un domaine dans lequel l'Afrique se démarque. « C'est l'une des plus grandes innovations au monde; elle est impulsée par des Africains d'Afrique et c'est l'Afrique qui sera en première ligne », a déclaré Mme Kyte à Afrique Renouveau. « Cette fois-ci, au lieu de suivre le mouvement, l'Afrique en prend l'initiative. »

Vers d'importants changements pour l'économie africaine

Carlos Lopes, secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique, a participé au lancement new-yorkais du Rapport économique sur l'Afrique 2014 initié au Nigéria qui aborde deux questions: quelles sont les politiques adéquates pour l'industrialisation et quel rôle peuvent jouer les secteurs privé et public ? Lors d'un entretien avec Kingsley Ighobor d'Afrique Renouveau(AR), M. Lopes a étudié ces questions et les pays à fort potentiel d'industrialisation.

— Carlos Lopes

AR: Pouvez-vous donner un aperçu de l'état actuel de l'économie africaine ?

Carlos Lopes : Elle se porte bien mais est instable, notamment dans les secteurs pétrolier et gazier qui représentent une part importante du PIB. Nous prévoyons une croissance de 6 % cette année. Nous ne devrions pas compter sur la stabilité des exportations d'énergie car la révolution du gaz de schiste aux États-Unis va changer la donne.

Les pays producteurs de gaz et de pétrole devraient donc s'en inquiéter ?

Certainement. Tant que le marché américain reste l'une de leurs destinations.

En quoi le marché énergétique des États-Unis va-t-il changer la donne ?

Dans cinq ans, ils n'importeront ni pétrole ni gaz. Ils sont en passe de devenir un exportateur net d'énergie. Donc si vous ne prévoyez un marché alternatif, vous serez marginalisé concernant la demande américaine.

L'émergence d'une classe moyenne ne devrait-elle pas conduire à une hausse de la demande d'énergie en Afrique?

Mont point de vue est que l'industrialisation africaine doit s'articuler autour de trois grandes caractéristiques, les marchés intérieurs notamment. Nos ressources potentielles d'énergie renouvelable étant la deuxième – aussi nos progrès technologiques permettront d'aller vers une industrialisation verte et propre. La troisième caractéristique, ce sont nos produits de base.

Cette année, le Rapport économique sur l'Afrique met l'accent sur des « poches d'efficacité » Qu'est-ce à dire?

Ce sont des segments de la chaîne de valeur mondiale qui bénéficient d'un environnement optimal pour prospérer, tels que le textile en Éthiopie et les TIC au Kenya. Prenez l'exemple du Maroc qui a considéré que l'aéronautique était un segment à exploiter et qui procure désormais 5000 emplois : le pays devait ajuster son programme scolaire et s'assurer que les conditions – de la fiscalité aux cadres de réglementation, en passant par les incitations à l'investissement –étaient réunies.

L'année dernière, un rapport de la Banque mondiale indiquait qu'il était probable que l'agro-industrie africaine pèse 1 000 milliards de dollars d'ici à 2030. Que répondez-vous à ceux qui prétendent que ce secteur attire peu d'investissements ?

Jusqu'à présent, nous avons fait du mauvais travail. Une politique dissuasive freine la productivité agricole car nous continuons à prendre comme unique point d'appui les aides au développement, les politiques de réduction de la pauvreté et de sécurité alimentaire. Je suis pour la sécurité alimentaire mais j'ai du mal à comprendre comment, alors que nous injectons chaque année près d'1 milliard de dollars d'aides au développement, nous obtenons toujours le même rendement qu'il y a 20 ans.

Carlos Lopes, Secrétaire exécutif de la Commission économiq

Africa Section / Bo Li

Quel est le problème ?

Nous faisons de la réduction de pauvreté et non de l'activité économique.

Comment changer cela?

Il faut plaider en faveur de l'agro-industrie car nous créerons des emplois agricoles modernes qui attireront les jeunes qui ne veulent plus devenir agriculteurs traditionnels. C'est très choquant de se rendre compte que seul 15% du yaourt consommé est produit sur place.

ue des Nations Unies pour l'Afrique (CEA).

N'est-ce pas un problème que les prix de certains produits de base africains sont fixés à l'étranger ?

Je parle ici des opportunités agroalimentaires pour les marchés africains. Oui, les subventions agricoles affectent notre commerce de produits d'origine agricole, mais nous pouvons néanmoins obtenir de bonnes performances en orientant la production vers les marchés africains, et non vers l'exportation.

Il y a-t-il assez de demandes intérieures pour attirer agriculteurs et investisseurs vers l'agro-industrie ?

Une étude réalisée au Nigéria par Aliko Dangote [homme d'affaires milliardaire nigérian] a révélé que près de 80 % de la pâte de tomates était importée de pays aussi lointains que la Chine ! C'est absurde. Il existe déjà une demande qui va croître. Shoprite, l'une des plus grandes chaînes de supermarchés d'Afrique du Sud qui est en train de conquérir le continent, est un bon exemple. Lorsqu'elle s'est implantée en Zambie, environ 80 % de ses produits provenaient d'Afrique du Sud. Cinq ans après, elle avait conclu des ententes avec des entrepreneurs [zambiens] afin de produire localement.

Entre 1970 et 2008, 800 milliards de dollars ont disparu à cause des flux financiers illicites. Mo Ibrahim [philanthrope soudanais] a déclaré l'an dernier que l'Afrique pourrait perdre jusqu'à 40 milliards de dollars par an en raison de l'évasion fiscale. N'y a-t-il pas un problème de crédibilité du secteur privé africain ?

Selon les études, notre secteur privé se tourne mollement vers les secteurs industriel et manufacturier en raison de la nonchalance des banques à accorder des prêts. En principe, le secteur privé fait des affaires dans le secteur tertiaire en répondant à la demande intérieure ; il y est plus facile d'être informel et d'échapper aux impôts que si vous possédez une usine. Il ne faut pas se laisser distraire par les préférences du secteur privé car il répond à des incitations. Il faut créer des incitations politiques et réglementaires qui le pousseront vers l'industrialisation.

> **« Nous faisons de la réduction de pauvreté et non de l'activité économique.**

Que pensez-vous de la critique de la Banque mondiale au sujet de l'interdiction du Nigéria d'importer certaines marchandises ?

La Banque mondiale agit dans le cadre de son mandat et promeut la libéralisation. Mais tous les pays qui se sont industrialisés ont commencé par du protectionnisme. Nous ne pouvons plus pratiquer de protectionnisme grossier ; nous sommes engagés dans les négociations commerciales mondiales. Il faut un protectionnisme intelligent de sorte que les règles fonctionnent pour l'Afrique.

Ne fait-on pas valoir que sans libéralisation, il n'y aura pas de concurrence et que les prix monteront en flèche ?

Certaines subventions en matière de protection sont contre-productives. Dans le cas du Nigéria, les subventions aux carburants nuisent aux pauvres et protègent une corruption qui nuit à la productivité et à l'activité économique. Mais si le Nigeria possédait 16 raffineries, produisait toute la gamme de produits dérivés du pétrole –des engrais aux plastiques – et mettait en place des lois visant à protéger l'industrie naissante et consolider sa place sur le marché, les subventions seraient une bonne chose.

Les Nigérians ne semblent pas convaincus.

Si la population ne fait pas confiance au gouvernement lorsqu'il supprime la subvention afin de lui offrir, entre autres, une meilleure éducation, des hôpitaux, des routes et des aéroports, le gouvernement doit bâtir cette confiance.

Que peut faire le Kenya pour consolider son économie qui a ralenti? Sa croissance était de 4,5 % en 2010 et de 3,3 % en 2011.

Je suis très optimiste. Il existe à Nairobi une certaine qualité d'interaction chez les jeunes urbains novateurs et son secteur des technologies de l'information et de la communication (TIC) nous surprend sans cesse avec de nouveaux produits. Nous avons beau nous réjouir des expériences de l'Éthiopie et du Rwanda en raison de l'engagement constant de l'État dans la politique, à long terme, le Kenya présente une meilleure combinaison de facteurs. Les difficultés de coordination actuelles et la période de ralentissement sont temporaires.

Pour combien de temps encore ?

Plusieurs facteurs vont propulser le Kenya. D'abord le règlement de son problème énergétique qui est en bonne voie. Ensuite, les investissements actuels sur le plan logistique qui en feront le centre de l'Afrique de l'Est — aéroports, ports, routes, voies ferroviaires. D'ici trois à quatre ans, le Kenya fera un retour en force. Enfin, le pays est dirigé par un nouveau gouvernement qui a accédé au pouvoir suite à des difficultés d'envergure internationale telle que l'insurrection en Somalie et la Cour pénale internationale (CPI).

L'Afrique et le développement au prochain sommet sur le climat

Un plan d'action va être proposé

Par **Dan Shepard**

Un champ d'éoliennes en Tunisie. *Banque mondiale/ Dana Smillie*

Aucun continent n'est plus touché par le changement climatique que l'Afrique.

Selon le dernier rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, si les émissions mondiales de CO2 continuent à progresser, l'Afrique se réchauffera plus vite que la moyenne mondiale, la température augmentera de plus de 2°C avant la fin du 21ème siècle, et le régime des précipitations continuera à changer risquant d'aggraver la situation dans les régions qui souffrent d'une pénurie d'eau.

« Nous sommes tous au courant des conclusions du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat,» a déclaré le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, lors du sommet de l'Union africaine en juin à Malabo. «Pour répondre à l'ampleur du défi et saisir les opportunités, il nous faut un cadre international qui soutienne une action accélérée au niveau de toutes les nations et de tous les secteurs», a déclaré M. Ban, qui accueillera un sommet sur le changement climatique en septembre à New York, un an avant celui de 2015 au cours duquel les nations devraient conclure un accord international.

La question ne suscite plus la même attention depuis l'impossibilité en 2009 de parvenir à un accord universel à Copenhague.

En prévision du sommet de septembre, M. Ban a demandé aux dirigeants des gouvernements, des milieux d'affaires, de la finance et de la société civile d'annoncer des actions ambitieuses qui permettront de réduire les émissions de CO2 ou de renforcer la résilience. Le sommet ne sera pas une instance de négociation et les débats n'entreront pas dans le cadre des négociations de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC). Il débouchera plutôt sur des plans d'action annoncés le jour même.

Alors que les pays africains soutiennent qu'ils sont victimes d'un problème dont ils ne sont pas responsables, les négociateurs et dirigeants ont souligné qu'ils considèrent aussi le changement climatique comme l'occasion de faire progresser leurs programmes de développement. « Il n'est pas nécessaire d'aller à l'école pour constater l'impact du changement climatique en Afrique,» affirme Fatima Denton, Coordonnatrice du Centre africain pour les politiques climatiques à la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique. « Nous sommes tous conscients des pénuries d'eau et des inondations.» Selon elle, le sommet porterait aussi sur les possibilités : « Nous devons repenser le problème et profiter des occasions qui s'offrent à l'Afrique de prendre les devants. » Elle a ajouté qu'en matière de déforestation, de technologie et de séquestration du carbone, processus qui consiste à prélever le CO2 dans l'atmosphère et le stocker dans un réservoir, « l'essor de l'Afrique sera de courte durée si nous ne jugulons pas le changement climatique.»

Abraham Tekeste, Ministre d'État chargé des finances et du développement de l'Éthiopie, a déclaré que les efforts de transformation économique de son pays « faisaient partie intégrante de ses engagements à réduire son empreinte carbone grâce à une stratégie visant une « économie verte et résiliente». Il a déclaré que le pays s'efforçait de contribuer aux efforts déployés à l'échelle mondiale pour atténuer les changements climatiques grâce aux sources d'énergies renouvelables. Il s'est dit confiant que le sommet de septembre enverra un message capable de mobiliser un soutien en vue de l'accélération des négociations.

Mais le sommet ne devrait pas se contenter de porter un message. Pour le porte-parole du groupe des pays africains dans les négociations de la CCNUCC, Seyni Nafo, il permettra aux pays de proposer leurs plans d'action. « C'est un programme qui suscitera des initiatives concrètes et ambitieuses et pas simplement des déclarations.»

La présence des dirigeants du monde est essentielle. « C'est un signal fort pour

Voir page 29

Financer les infrastructures

Par **Abdoul Salam Bello**

Depuis près d'une décennie, l'Afrique bénéficie d'un taux de croissance de 5 % par an en moyenne. Pour le maintenir, le continent devra accroître ses investissements en infrastructures.

Selon les dirigeants africains, les projets transfrontaliers constituent une priorité dans une région où 16 pays enclavés connaissent de grandes difficultés économiques. Ces projets peuvent bénéficier des économies d'échelle liées à une meilleure gestion des couloirs commerciaux.

L'autoroute transsaharienne reliant Alger à Lagos est un bon exemple. Cette autoroute de 4 500 km facilitera les échanges commerciaux et sociaux entre l'Afrique du Nord et l'Afrique subsaharienne en surmontant le désert saharien. Un programme de développement des infrastructures de 25 milliards de dollars lancé l'an dernier par le Kenya, l'Éthiopie et le Soudan du Sud prévoit également la construction d'une autoroute reliant ces trois pays.

Partenaires stratégiques

En juin 2013, le Président Obama a annoncé une initiative baptisée « Power Africa » de 7 milliards de dollars sur cinq ans pour permettre à environ 50 millions d'Africains d'accéder à l'électricité. Cette initiative devrait générer une capacité énergétique de 20 000 mégawatts en Afrique subsaharienne d'ici à 2020. Les efforts seront d'abord concentrés sur l'Éthiopie, le Ghana, le Kenya, le Libéria, le Nigéria et la Tanzanie, qui ont déjà atteint des objectifs ambitieux en matière de production énergétique. L'initiative du Président Obama a suscité l'intérêt de la Banque africaine de développement (BAD) et de sociétés africaines privées. Heirs Holdings, un fonds d'investissement dirigé par l'homme d'affaires nigérian Tony Elumelu, prévoit de contribuer à « Power Africa » à hauteur de 2,5 milliards de dollars sur les 9 milliards attendus du secteur privé.

Les entreprises chinoises s'intéressent également aux projets d'infrastructures, d'après l'étude « Africa Gearing Up » publiée en 2013 par la société internationale de financement PricewaterhouseCoopers. La Chine a conclu un accord d'investissement de 5 milliards de dollars avec le Kenya pour la construction d'une ligne de chemin de fer de 952 km reliant la ville portuaire de Mombasa à la frontière ougandaise. Cette ligne devrait être prolongée jusqu'au Rwanda, à l'Ouganda et à la Tanzanie d'ici 2018.

Des ressources intérieures

Ces dernières années, les pays africains ont eu recours à différentes stratégies pour financer les infrastructures, notamment en émettant des obligations. Selon l'agence de notation Moody's, le Gabon, le Sénégal et la Zambie ont ainsi réuni près de 8,1 milliards de dollars en 2012. Le Kenya investit actuellement 25 milliards de dollars en obligations pour construire un deuxième port à Lamu, un oléoduc servant au transport de pétrole brut et des routes qui ouvriront de nouvelles perspectives d'exportation en Afrique de l'Est.

Les transferts de fonds de la diaspora africaine constituent une autre source de financement et ont atteint en 2012 près de 40 milliards de dollars contre 28,9 milliards d'aide publique au développement. L'Afrique pourrait ainsi recevoir chaque année des milliards de dollars sous forme de transferts de fonds. L'Éthiopie a lancé deux programmes d'émission d'obligations diaspora pour le financement de sa compagnie d'électricité et de son barrage de la Renaissance qui constituera la plus grande centrale hydroélectrique d'Afrique et aura la capacité de générer 6 000 mégawatts.

Thermal power station in Takoradi, Ghana.

Banque mondiale/ Dana Smillie

L'Afrique développe d'autres projets innovants en matière de financement institutionnel. La BAD a ainsi lancé le Fonds50 pour l'Afrique affectant 3 milliards de dollars aux infrastructures, tandis que la Banque mondiale développe la plateforme d'investissement « Mécanisme mondial de financement des infrastructures ».

Le programme d'action de Dakar

Les fonds disponibles demeurent néanmoins insuffisants. Les décideurs politiques savent que le financement public ne suffira pas et souhaitent que le secteur privé apporte des fonds supplémentaires. Le manque de fonds privés est attribué à une sensibilisation insuffisante des investisseurs disposés à prendre le risque d'investir à long terme dans des projets complexes et de grande envergure. Des cadres, juridique et institutionnel, solides sont donc nécessaires pour les protéger.

Des dirigeants africains et du secteur privé se sont rencontrés au mois de juin à Dakar, pour trouver un accord sur le financement de 16 projets régionaux d'infrastructures prioritaires. Ils ont adopté le programme d'action de Dakar afin de promouvoir des partenariats public-privé permettant de lever des fonds pour le développement des infrastructures. Ils ont convenu d'apporter les fonds nécessaires au cours de la phase de préparation des projets, d'adopter des lois visant à attirer les investissements privés vers les projets transfrontaliers, et d'harmoniser les cadres réglementaires régionaux. Lors de ce sommet, la BAD a été chargée des études de faisabilité et des travaux de préparation, sous la supervision du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), l'agence de développement de l'Union africaine.

Ce programme d'action devrait ouvrir une nouvelle ère en matière d'innovation et de développement des infrastructures.

Abdoul Salam Bello est le coordonnateur principal du Bureau du Secrétaire exécutif du NEPAD.

Des invités consultent des publications lors de l'ouverture de l'Académie africaine de sélection végétale à Nairobi, Kenya. ICRAF/Thellesi Media

Afrique : améliorer les cultures locales grâce aux phytogénéticiens

Par **Geoffrey Kamadi**

A l'Académie africaine de sélection végétale de Nairobi se trouvent actuellement 250 phytogénéticiens de pays d'Afrique afin d'analyser les capacités nutritionnelles et la productivité d'une centaine de cultures africaines. À l'issue de ce projet de cinq ans, ces phytogénéticiens pourront conseiller les agriculteurs de leurs pays respectifs sur les cultures à fort rendement et haute valeur nutritive.

Ces dernières augmentent en sélectionnant les plantes les plus adaptées, explique Howard-Yana Shapiro, professeur adjoint à l'école d'agriculture et de sciences de l'environnement de l'Université de Californie, qui participe au projet. «Nous nous efforçons de remédier à l'insuffisance de la valeur nutritive des cultures vivrières en Afrique. »

Sous l'égide du Consortium du groupe « African Orphan Crops Consortium », l'Université de Californie collabore notamment avec l'Union africaine au travers du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique(NEPAD), l'Institut international de recherche sur l'élevage, et le Centre mondial d'agroforesterie pour mettre en œuvre cette initiative de pointe.

Le Consortium a inauguré la première Académie de sélection végétale d'Afrique en décembre dernier. Ngozi Abu, l'un des phytogénéticiens en formation, conférencière au Département de sciences végétales et de biotechnologies de l'Université du Nigéria, souligne que les chercheurs africains ou qui travaillent en Afrique devraient être le fer de lance de la recherche car ils connaissent les désirs des agriculteurs et des consommateurs locaux. Les cultures comme « le taro ou les bananiers plantains pourraient devenir les aliments nutritifs de base dans le monde de demain,» estime-t-elle.

Les 250 phytogénéticiens utiliseront de nouveaux équipements et de nouvelles techniques pour « assurer le séquençage, l'assemblage et l'annotation » des génomes des cent cultures africaines, explique Margaret Kroma, directrice générale adjointe du Centre mondial d'agroforesterie. Cela consiste à récupérer l'ADN des cultures, explique Allen Van Deynze du Seed Biotechnology Center à l'Université de Californie. Pour lui, si les phytogénéticiens comprennent l'ADN des cultures, les agriculteurs peuvent déterminer celles qui résistent le mieux au changement climatique et qui possèdent la plus forte valeur nutritionnelle et le plus haut rendement.

Ibrahim Mayaki, le secrétaire exécutif du NEPAD, estime que « la malnutrition est une conséquence de l'insécurité alimentaire. Beaucoup d'Africains souffrent de carences en micronutriments tels que les minéraux, le fer et la vitamine A, et les effets sont catastrophiques. » Selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, la malnutrition est à l'origine de plus de la moitié des décès d'enfants dans les pays en développement.

Pour M. Deynze cette initiative est comparable au fait d'utiliser un smartphone: les phytogénéticiens « tireront partie des technologies récentes pour favoriser le développement des cultures essentielles pour la santé des Africains », ajoutant que les agriculteurs peuvent doubler leur rendement avec des semences adaptées.

L'une des premières cultures séquencée sera le baobab. Son fruit peut être réduit à l'état de poudre pour la consommation courante. Les agronomes l'appellent « l'arbre aux merveilles » car il possède dix fois plus d'antioxydants et trois fois plus de vitamine C que les oranges, deux fois plus de calcium que les épinards, et quatre fois plus de potassium que les bananes.

C'est le genre de connaissances que les 250 phytogénéticiens acquerront sur les cultures, laissant espérer à M. Deynze une évolution agricole en Afrique. En coordonnant davantage les projets agricoles du continent, « l'avenir de l'agriculture s'annoncerait passionnant » estime M. Deynze.

L'Afrique et le développement au prochain sommet sur le climat

Suite de la page 26

l'an prochain. Si les acteurs clés viennent à New York, il pourrait y avoir un résultat solide. Une bonne participation pourrait faire la différence. » De nombreux dirigeants africains sont attendus, et à leur tête le président tanzanien Jakaya Kikwete, coordinateur de la position africaine sur le changement climatique.

M. Safo a déclaré que « le sommet doit placer les changements climatiques au premier rang des préoccupations internationales.» Depuis Copenhague, les dirigeants ne se sont plus réunis. « Le sommet remet le changement climatique sur le tapis. »

L'Afrique cherchera aussi à détecter une volonté de contribuer à la capitalisation du Fonds vert pour le climat, un mécanisme de la CCNUCC facilitant le transfert de fonds des donateurs vers les pays pauvres afin d'atténuer les effets du changement climatique. M. Nafo a confié que plusieurs pays considéraient le sommet comme l'occasion d'annoncer des contributions. « C'est l'une des choses sur lesquelles nous comptons le plus,» a-t-il souligné.

Selon M. Nafo, certaines initiatives retenues lors de la réunion préparatoire de mai à Abu Dhabi, pourraient permettre de combler l'écart de financement avant 2020, échéance à laquelle le nouvel accord entrera en vigueur. Les initiatives ont permis d'étendre les mesures prises en faisant intervenir les parties intéressées, y compris le monde des affaires et de la finance. « La seule façon de relever le défi est de constituer une vaste coalition. »

Ces initiatives sont menées dans de vastes domaines tels que les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique, l'agriculture, les villes, les forêts, les transports, les polluants et la finance. Certaines auraient une incidence directe sur les efforts de développement, comme l'initiative visant à mettre en place un corridor énergétique propre en Afrique de l'Est. M. Nafo a avoué que les initiatives concernant l'accès à l'énergie et la pauvreté passant par le programme « Énergie durable pour tous », suscitaient un intérêt particulier. L'important, dit-il, est de voir comment les partenariats seront mis en œuvre et ce qu'ils accompliront.

Il reste du chemin à parcourir, estime M. Nafo. « Nous devons persister. Nous ne pouvons pas nous contenter d'un événement ponctuel ». Des sommets réguliers peuvent être bénéfiques. « Le changement climatique est si important pour le développement qu'il faut que les dirigeants mobilisent les parties prenantes tous les deux ans environ.»

Afrique : La révolution bleue en eaux troubles

Par **Pavithra Rao**

La pêche illégale, non déclarée et non réglementée (INDNR) fait perdre chaque année des milliards de dollars à l'Afrique, indique un rapport de 2014 de l'Africa Progress Panel, un groupe de mobilisation qui œuvre pour le développement durable en Afrique, dirigé par Kofi Annan, ancien Secrétaire général de l'ONU. Intitulé « Agriculture, pêche et capitaux : comment financer les révolutions verte et bleue de l'Afrique », le rapport révèle que la mauvaise gestion du secteur halieutique, ainsi que le désintérêt de l'Afrique à son égard, entraîne des pertes financières colossales. Sur les 23 milliards de dollars générés chaque année par les entreprises de pêche états-uniennes, 1,3 milliard provient de l'Afrique de l'Ouest, affirme le rapport.

Les activités de pêche INDNR pourraient ternir l'espoir africain d'une révolution bleue, qui consiste à accroître la population de poissons dans les plans d'eau du continent, selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), un organe onusien œuvrant pour la sécurité alimentaire.

Plusieurs flottes étrangères, en particulier celles des pays de l'Union européenne, de la Russie,de la Chine, des Philippines, de la Corée du Sud et de Taïwan, pratiquent la pêche illégale en Afrique. « En Sierra Leone, on a signalé 252 cas de pêche illégale par 10 navires industriels sur une période de 18 mois allant jusqu'en juillet 2012. Au Libéria, plus de 40 navires ont fait l'objet d'une enquête pour pêche illégale depuis 2011 », signale le rapport.

Ce dernier recommande à l'Afrique de surveiller les accords de pêche. Des accords mal conçus permettent aux entreprises étrangères de réaliser d'immenses bénéfices tandis que les pays africains ne sont pas en mesure de surveiller la pêche à grande échelle.

Les mandats internationaux tels que le Plan d'action international visant à prévenir, à contrecarrer et à éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée, élaboré par la FAO, et la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, pourraient aider à juguler les activités de pêche INDNR. En réduisant simplement la pêche INDNR dans les zones côtières, l'Afrique pourraitreprendre en main jusqu'à la moitié de son aquaculture, ce qui pourrait améliorer la sécurité alimentaire, créer des emplois et développer l'économie. Cependant, les lacunes des mandats et le manque de moyens de contrôle peuvent entraver les efforts de réduction des activités de pêche INDNR, selon les experts.

Le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique et la FAO collaborent afin de garantir le strict respect des nouveaux accords. Le rapport cite l'Islande comme un exemple de pays qui protège efficacement ses côtes et contrôle son aquaculture, mais également comme un modèle à suivre si les pays africains souhaitent renforcer leurs politiques et lancer une révolution bleue.

Rester connecté en tout temps, en tout lieu

Par **Ying M. Zhao-Hiemann**

Le BRCK testé sur le terrain. *Ushahidi*

Ushahidi, une entreprise technologique non lucrative au Kenya, a inventé un routeur wifi géré depuis l'application cloud, avec un modem mobile pouvant servir de générateur pendant les coupures d'électricité, ou lorsque la couverture réseau est limitée. Ce système, baptisé BRCK (prononcé « brick »), est un moyen de contourner les problèmes d'alimentation en Afrique.

Robuste, étanche et compatible avec tout appareil fonctionnant entre 3 et 17 volts, le BRCK pèse 510 grammes. Il a la taille d'un Mac Mini et est très facile d'utilisation. En milieu rural, il est rechargeable à partir de sources d'électricité telles qu'une batterie de voiture ou des panneaux solaires. Quand l'électricité coupe, le BRCK passe en mode batterie d'une autonomie de huit heures.

Le BRCK devrait réduire les problèmes auxquels les utilisateurs africains d'Internet font face, liés à une alimentation électrique peu fiable et des coûts de communication importants. Les modems disponibles ne répondent pas aux besoins locaux: ils sont conçus pour être utilisés en Occident ou en Asie, où l'accès à l'électricité et à Internet est le plus souvent ininterrompu.

Le BRCK permet de passer de l'Ethernet au Wi-Fi, du Wi-Fi au haut débit mobile et de connecter jusqu'à 20 appareils avec plusieurs cartes Sim à prix bas. Ushahidi est optimiste quant à la capacité du BRCK de venir en aide aux petites entreprises. « L'adversité peut être un facteur d'innovation, » a déclaré Juliana Rotich, directrice exécutive d'Ushahidi, lors d'une présentation faite l'année dernière en Ecosse dans le cadre de TED Global, une conférence sur l'innovation.

Juliana Rotich a souligné l'importance de la connectivité et de l'entrepreneuriat pour l'économie numérique africaine, et le rôle du BRCK dans la mise en place d'une connexion permanente. En juillet dernier, eLimu, une entreprise technologique kényane, a invité les créateurs du BRCK afin d'envisager le lancement d'un projet de cours en ligne pour les écoles isolées.

Le BRCK, lancé en juillet dernier à Nairobi au prix de 199 dollars, a été testé avec succès dans les zones rurales du Kenya et pendant la *Rhino Charge,* une compétition motorisée hors route. La transformation en Afrique dans le domaine des technologies de l'information et de la communication fait du BRCK un appareil attractif pour les consommateurs.

Créé en 2008, Ushahidi (« témoignage » ou « témoin » en swahili) était à l'époque un site Web qui recensait les actes de violence au lendemain de l'élection présidentielle contestée de 2007 au Kenya. L'entreprise a évolué pour devenir un leader au sein de la communauté technologique d'Afrique de l'Est. ●

Un Camerounais lauréat du prix Rolex

Par **Pavithra Rao**

Le jeune entrepreneur camerounais Arthur Zang fait partie des lauréats du prestigieux Prix Rolex à l'esprit d'entreprise, pour son invention de ce qui pourrait bien être la première tablette médicale africaine. Les prix sont décernés chaque année par la Royal Society de Londres, l'une des plus anciennes institutions universitaires du Royaume-Uni.

Baptisée Cardiopad, l'invention d'Arthur Zang est une tablette médicale à écran tactile qui réalise des électrocardiogrammes pour analyser l'activité cardiaque et détecter des maladies potentiellement mortelles. Mais ce qui fait l'originalité du Cardiopad, c'est la possibilité de l'utiliser en milieu rural grâce à la durée de vie importante de sa batterie. En outre, les résultats des tests peuvent être envoyés directement aux spécialistes en utilisant des téléphones portables. Au prix de 2 000 dollars, le Cardiopad coûte moins cher que les électrocardiographes traditionnels.

Quatre entrepreneurs du Rwanda, d'Inde, d'Italie et d'Arabie saoudite ont été distingués aux côtés d'Arthur Zang. Depuis 1976, le Prix Rolex récompense des personnes de moins de trente ans dont les projets innovants proposent des solutions qui contribuent à protéger la planète. Chaque lauréat reçoit un chèque de 56 000 dollars.. ●

AFRIQUE LIVRES

Agricultures et développement urbain en Afrique subsaharienne: Gouvernance et approvisionnement des villes, Laurence Parrot, E Deguenon et Athanase Bopda (Editions L'Harmattan, Paris, France 2012, 266 p. ; broché €20,00)

Changements climatiques, dynamiques des milieux et crises de sociétés en Afrique de l'Ouest: Bénin, Mali, Sénégal, Togo, Boubou Aldiouma Sy (Editions L'Harmattan, Paris, France 2013, 257 p. ; broché €26,00)

L'Afrique du XXIe siècle : L'Afrique de nos volontés, Jacques Bonjawo (Karthala, Paris, France 2005, 190p. ; broché €18,00)

L'Education, fondement du développement durable en Afrique, Paul Germain et Pierre Bauchet (Presses Universitaires de France, Paris, France 2003, 176 p. ; broché €17,50)

La réforme agraire en Afrique du Sud: Le maintien d'une ségrégation agricole post-apartheid, Ward Anseeuw (Editions Universitaires Europeennes, Saarbrücken, Allemagne 2013, 504 p. ; broché €89,90)

Le Chemin De La Liberté: Combattre l'impérialisme pour rendre à l'Afrique sa liberté, Thierry Mbepgue Tafam (Dictus Publishing, Saarbrücken, Allemagne 2014, 132 p. ; broché €28,80)

Problématiques énergétiques et protection de l'environnement en Afrique : Contraintes et opportunités pour un développement durable, René Nganou Koutouzi, Edgard Bossoken, Kléber Wandji et Pierre N'Gahane (Editions L'Harmattan, Paris, France 2008, 252 p. ; broché €24,50)

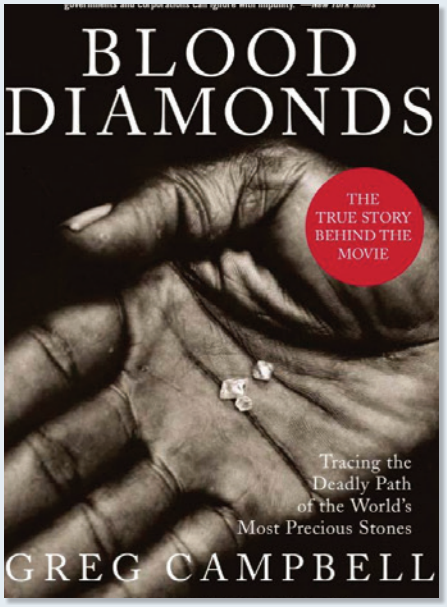
Vingt ans d'expérience en chine un africain raconte, Eleih-Ellé Etian (Editions L'Harmattan, Paris, France 2011, 194 p. ; broché €19,00)

LIVRE

Diamants de sang : Trafic et guerre civile en Sierra Leone

de Greg Campbell

Belles Lettres, Le Bruit du monde, Paris, France, 2013 ; 264 pages ; 19,50 euros (Basic Books, New York, NY, USA, 2002; 280 p ; broché $16.99)



Le diamant– synonyme de statut social, de luxe et de l'élégance– est aussi le symbole ultime de l'amour pour de nombreuses cultures. En revanche beaucoup d'acheteurs ignorent le rôle de cette pierre précieuse dans les conflits sanglants africains tel qu'en Sierra Léone de 1991 à 2002 ou encore récemment en RDC.

L'éminent journaliste, Greg Campbell, explore dans son livre le rôle du diamant dans le conflit Sierra Leonais. Il se penche aussi sur la passivité des géants de l'industrie diamantaire, tels que la société sud-africaine De Beers, face aux atrocités commises par des rebelles qui exploitaient les mines pour financer l'achat des armes. Campbell accuse De Beers d'avoir manipulé l'offre et la demande au cours de cette période, afin de s'enrichir.

La découverte de diamants dans les forêts sierra-léonaises remonte à près d'un siècle. Lorsque la guerre civile a éclaté en 1991, écrit Campbell, les rebelles ont organisé le trafic et la vente de diamants, à des prix étudiés, aux négociants installés à Londres, Bruxelles et New York.

L'auteur nous fait découvrir l'impact humain de ce trafic illicite. Il s'agit des Sierra-léonais que l'on empêcha de tirer profit des diamants et des petits mineurs qui furent souvent recrutés de force pour être ensuite parfois violés ou tués par les rebelles du Front révolutionnaire uni (RUF).

Dans son analyse, il nous pousse à aller au-delà du scintillement et du clinquant, pour remettre en cause la valeur réelle de ces « diamants de sang ». Campbell révèle dans ce récit fascinant, non seulement l'avidité de certaines multinationales, mais aussi les pertes humaines importantes dues à cette traite.

— Pavithra Rao

NOMINATIONS

UN Photo/Paulo Filgueiras

Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a nommé **Hiroute Guebre Sellassie** (Éthiopie) Envoyée spéciale et Chef du bureau pour le Sahel. Elle apporte à ce poste une expérience, à la fois stratégique et managériale, dans la planification opérationnelle et la formulation de politiques en matière de paix et de sécurité en Afrique. Auparavant, Mme Guebre Sellasie était directrice de la Division des affaires politiques et Chef du Bureau régional de Goma au sein de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo depuis 2007. Mme Guebre Sellassie succède à M. Romano Prodi (Italie). .

MINUSMA Photo

Le Secrétaire général a nommé **Abdoulaye Bathily** (Sénégal) représentant spécial et Chef du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale, basé à Libreville au Gabon. Avant cette nomination, M. Bathily a été Représentant spécial adjoint du Secrétaire général au sein de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali . Il bénéficie d'une longue expérience politique, diplomatique et universitaire, acquise au sein de son propre gouvernement et dans le système des Nations Unies. M. Bathily succède à M. Abou Moussa (Tchad).

AfriqueRenouveau EN LIGNE

www.un.org/africarenewal/fr

facebook.com/afriquerenouveau twitter.com/ONUAfrique

Votre site d'informations et d'analyses sur l'Afrique et les Nations Unies

Maintenant disponible sur smartphones, tablettes et eReaders.

L'Afrique change. Afrique Renouveau aussi, avec son nouveau site internet et un engagement renouvelé à promouvoir le partenariat entre l'Afrique et les Nations Unies.

Afrique Renouveau en Ligne. C'est l'Afrique nouvelle. L'Afrique en marche.